



Le poids de la minceur

Cahier Santé, page C1



Cahier Sports, page S3



Dédé et moi

Cahier Lectures, page B1

Jean Barbe



La bactérie du charbon se propage à Washington

Nouveau cas de « poste bubonique » dans un immeuble gouvernemental

ALEXANDRE SIROIS
envoyé spécial

WASHINGTON — La première opération américaine en sol afghan a été un succès, rapporte le gouvernement américain, qui a cependant beaucoup de mal à maîtriser la menace bioterroriste sur son propre terrain. C'est qu'on a découvert de nouvelles traces de la bactérie du charbon à Washington, à proximité du Capitole.

La bactérie a été trouvée dans un édifice associé à la Chambre des représentants, l'immeuble Ford. Elle a été détectée par des équipes spécialisées qui passent actuellement au peigne fin tous les édifices du gouvernement américain sur la colline du Capitole.

Encore une fois, les autorités ont tenté de calmer le jeu. « Il est important de réaliser que ce n'est pas une situation inattendue », a déclaré le porte-parole de la police du Capitole, Dan Nichols. C'est justement parce qu'on soupçonnait que la bactérie a pu se loger ailleurs que des tests étaient menés dans tous les immeubles, a-t-il souligné.

C'est lundi dernier que la bactérie responsable de la maladie du charbon (anthrax) est apparue sur la colline du Capitole. Elle avait été expédiée dans une lettre destinée au leader de la majorité démocrate au Sénat, Tom Daschle. Lors de l'ouverture de l'enveloppe, plus de 30 personnes ont été exposées à la bactérie.

Hier, les spores ont été détectées dans une pièce où



Photo AFP

À West Trenton, au New Jersey, les facteurs vont chercher leur courrier à distribuer à l'arrière d'un camion postal parce que le bureau de poste a été fermé pour des raisons sanitaires.

Voir BACTÉRIE en A2

cyberpresse.ca Des fiches interactives, des analyses et les dernières nouvelles sur la guerre à www.cyberpresse.ca/monde

IL Y A PÉRIL EN LA DEMEURE



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Portant une broche représentant le drapeau américain, Hillary Clinton, ex-première dame des États-Unis et sénatrice démocrate de l'État de New York, estime que le Canada et les États-Unis ont intérêt à revoir leurs politiques en matière d'immigration afin de colmater les brèches dont les terroristes peuvent tirer avantage.

Hillary Clinton invite le Canada à resserrer ses politiques d'immigration

MATHIEU PERREAULT

CHAMPLAIN, New York — Le Canada doit examiner en profondeur son système d'immigration pour colmater les brèches dont les terroristes peuvent tirer avantage, a dit hier la sénatrice de l'État de New York Hillary Clinton durant une visite du poste-frontière de Champlain.

« Nos deux pays doivent tous les deux examiner en profondeur leurs politiques en matière d'immigration », a déclaré Mme Clinton, au cours d'un point de presse à l'exté-

rieur d'un entrepôt des douanes américaines. « Nous avons de dures leçons à tirer des événements du 11 septembre. Nous sommes deux pays généreux envers leurs immigrants, et certains terroristes ont tiré profit de cette générosité. Nous devons nous efforcer de ne pas donner d'avantages aux terroristes. J'ai la plus grande confiance que le gouvernement canadien va prendre les mesures nécessaires. » La Presse a demandé à Mme Clinton si

Voir CLINTON en A2
Moins d'attente aux douanes — A3

Terrorisme: Bush bat le rappel devant l'APEC

La Chine et la Russie veulent la fin des opérations militaires en Afghanistan

d'après AP et AFP

SHANGHAI — Désireux de conforter la coalition menée par les États-Unis, le président George W. Bush a exhorté hier les dirigeants du forum de Coopération économique Asie-Pacifique, notamment la réticente Malaysia, à rallier sa campagne antiterroriste, en ouverture du sommet de l'APEC à Shanghai.

Pendant ce temps, la Russie et la Chine ont appelé à un arrêt rapide des opérations militaires en Afghanistan afin qu'un gouvernement de coalition puisse y être mis sur pied.

Pour son premier sommet international depuis les attentats du 11 septembre, M. Bush a rencontré plusieurs de ses homologues asiatiques en tête-à-tête, avant de s'adresser, séparément, à un parterre de responsables politiques et économiques.

Dans son allocution prononcée lors de la réunion boycottée par Taiwan en raison d'un différend avec la Chine sur la délégation que l'île nationaliste devait y envoyer, le chef de la Maison-Blanche a qualifié la lutte contre le terrorisme de « tâche urgente de notre temps ».

M. Bush s'est exprimé peu après la fin de la première opération terrestre des forces spéciales américaines en Afghanistan, et la mort de deux militaires américains dans un accident d'hélicoptère au Pakistan.

Le premier ministre japonais Junichiro Koizumi a apporté son soutien à la campagne militaire en Afghanistan, offrant au président Bush un arc et une flèche anciens censés être utilisés sur un cheval au galop.

À l'issue d'une rencontre entre les présidents Vladimir Poutine et Jiang Zemin en marge du sommet, le porte-parole de Poutine, Alexei

Voir APEC en A2

Le silence des campagnes



MARIE-CLAUDE MALBOEUF
LA FIÈVRE DU QUÉBEC GOLD
DIM | 2 > Vivre dans le monde du pot

Un jour de travail comme un autre, André Claveau est arrivé nez à nez avec un gros barbu mal vêtu et armé d'une carabine qui lui a dit : « Fais ta job pis dérisse. » L'agent d'assurances, qui arpente régulièrement les champs pour la Financière agricole, venait de mettre le pied dans une plantation de cannabis.

« C'est désagréable, mais on ne se promène pas avec un fusil à la ceinture. Les gens de la campagne ne vivent pas dans la peur, assure

néanmoins le quadragénaire, qui est aussi conseiller municipal à Farnham. C'est l'obligation de fermer les yeux, la loi du silence qui déplaît à tout le monde. »

Depuis un an, les collègues de M. Claveau se déplacent deux par deux, cellulaire en poche. Dans la région de Saint-Hyacinthe, une agronome a retrouvé son pare-brise en miettes. Des fermiers disent qu'on a lacéré les pneus de leur tracteur. D'autres reçoivent des coups de fil ou des lettres anonymes. « Il y a des 1000 \$ qui se laissent dans les boîtes aux lettres avec une note : si vous trouvez quelque chose, si vous voyez des gens, fermez votre gueule... » explique M. Claveau.

Infernal ? La police affirme que des pièges, des détecteurs de mouvements et des lames de rasoir cachées dans les tiges attendent les randonneurs, les chasseurs et les cueilleurs de bleuets. Une façon

d'éloigner les voleurs et les curieux. « L'automne, on se promène avec des bâtons pour ne pas mettre le pied sur une trappe à ours. Les gens sortent à peine de chez eux de peur de trouver quelque chose par hasard, confirme un jeune cultivateur de cannabis. Je suis déjà tombé sur un terrain jonché de balles de 12 vides », dit-il.

Depuis deux ans, le député bloquiste Yvan Loubier s'indigne : « C'est rendu un vrai Far West ! Des gens armés se promènent dans les sous-bois. Les parents n'osent plus envoyer leurs enfants jouer derrière les arbres. Ça dépasse les bornes, on n'a plus de liberté. »

À Stanbridge East, un citoyen craint même d'être chassé de force. « Il vient de recevoir une offre d'achat incroyable pour sa propriété. Les gens n'avaient même pas visité sa maison ! Il a refusé mais ils lui ont dit : on va revenir... », rapporte le conseiller muni-

cipal André Ménard. Inquiets à l'idée d'être envahis par les moutons, les dirigeants du petit village de la Montérégie s'apprentent à adopter un règlement antibunker. « La SQ nous a fortement suggéré de le faire, elle le fait systématiquement dans la région », révèle M. Ménard.

Est-ce la terreur ? L'Union des producteurs agricoles affirme que les fermiers ont trop peur pour parler aux journalistes. « Ce n'est pas la psychose, on ne se sent pas menacés », nuance le maire d'Abercorn, Gilles Lavoie.

À Bedford, le maire multiplie quand même les assemblées et les réunions avec la police. « Les citoyens vivent avec, mais ça les fatigue beaucoup, explique Jean-Jacques Longpré. Les gens se

Voir SILENCE en A4
Ça pousse tout seul — A4

**AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE**

Arts et spectacles	B6-B9, B11	La presse d'ailleurs	A12
- lectures	B1-B5	Le bridge	C9
- horaire spectacles	B11	Le monde	A11
- horaire télévision	B6	Loteries	A2, A8
À tire-d'aile	B12	Mots croisés	B10
Bandes dessinées	B10	Mot mystère	C9
Décès	C9	Petites annonces	
Éditorial	A14	- immobilier	C6
Êtes-vous observateur	C6	- marchandises	C6, C7
Génies en herbe	B9	- emplois	C7
Grille thématique	B9	- automobile	C7
Feuilleton	B10	- affaires	C8, C9
Forum	A13, A15	Santé	C1 à C4
Horoscope	C8	Sciences	C10
Laporte Stéphane	A5	Têtes d'affiche	C5

MÉTÉO Voir page S16

Ciel variable
Maximum 15, Minimum 2

6 21924 98765 1

1
3
4
6

Ça Presse

LES PETITES ANNONCES
9 8 7 - V E N D U

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Mercedes SL

L'été est fini et nos poches sont vides, direz-vous en voyant cette rutilante Mercedes SL. Seulement voilà, le renouvellement d'une SL est un événement trop rare pour l'ignorer. Et cela est d'autant plus vrai que la remise à jour de cette automobile, l'une des grandes vitrines technologiques de l'industrie, se révèle une occasion unique de refaire le plein de nos connaissances sur les technologies qui demain ne snoberont plus nos autos.

À lire demain dans le cahier Auto

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> L'âge d'or des cinémas de Montréal
cyberpresse.ca/cinemas

> Nos critiques de livres
cyberpresse.ca/livres

> Tout sur le Festival du conte
cyberpresse.ca/conte

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Vivre en ville

Les enjeux électoraux dans le cahier Montréal Plus : demain, les pesticides.



> Hockey

Des nouvelles de la Ligue nationale, le lundi dans le cahier Sports.



> Geneviève Borne

Une caméra qui s'immisce dans le quotidien des vedettes, demain dans le cahier Arts et Spectacles.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 0-8-6 > À quatre chiffres : 1-6-6-1

LOTO 6/49 > 09-10-22-38-43-44 Compl. : 20 > Extra : 816842

SUITES DE LA UNE

BACTÉRIE

Suite de la page A1

s'effectue le tri du courrier destiné à la Chambre des représentants, plus précisément dans une machine d'emballage. Il s'agit des premières traces de la bactérie découvertes dans l'un des édifices des représentants (le Capitole abrite la Chambre des représentants et le Sénat).

Jusqu'ici, huit personnes ont contracté la maladie du charbon aux États-Unis. Une seule personne est morte, à Boca Raton, en Floride. Au cours des dernières semaines, près de 40 personnes ont été exposées à la bactérie. Le président George W. Bush a répété pour la cinquième fois, lors de son allocution radiophonique hebdomadaire, qu'il ne savait pas si ces attaques bactériologiques sont liées à l'organisation Al-Qaeda d'Oussama ben Laden et aux actes terroristes du 11 septembre. « Nous savons que toute personne qui envoie délibérément du bacille du charbon (anthrax) commet un acte criminel et un acte de terreur », a-t-il affirmé, alors

qu'on apprenait qu'il songeait à écouter son voyage en Asie.

Ceci dit, l'étau semble se resserrer autour des responsables de l'expédition de lettres contaminées. Le FBI sait maintenant où ont été postées les deux lettres en provenance de Trenton, au New Jersey. Quelques pirates de l'air et membres présumés d'Al-Qaeda auraient vécu dans le quartier en question. C'est la postière de cette localité ayant contracté la maladie du charbon qui a permis aux autorités de faire cette découverte.

Parallèlement, on se réjouissait, au Pentagone, du succès de l'opération militaire effectuée tôt hier en Afghanistan, et on annonçait que les soldats se préparent à en mener d'autres. Après deux semaines de bombardements du haut des airs, cette première offensive sur le terrain aurait impliqué plus d'une centaine de soldats américains, dont des Rangers.

Le chef d'état-major interarmes américain,

Richard Myers, a laissé entendre qu'il s'agissait d'une démonstration de force. « Un des messages devrait être que nous sommes capables, au moment que nous choisissons, de conduire le type d'opérations que nous voulons conduire », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, hier midi.

L'un des principaux objectifs de cette mission était de recueillir de l'information sur le terrain. « Nous sommes en train d'évaluer l'information que nous avons rapportée », a indiqué M. Myers. Il a toutefois été averse de détails spécifiques sur la logistique de l'opération.

Le porte-parole du Pentagone a néanmoins expliqué que deux cibles se trouvant à une certaine distance l'une de l'autre ont été visées : une base aérienne et un poste de commandement des talibans. Les militaires américains auraient rencontré une « légère » résistance et l'attaque aurait fait des victimes du côté des talibans, dont le nombre de-

meure un mystère. Aucun haut responsable des talibans ou de l'organisation Al-Qaeda ne se trouvait sur les lieux.

Au cours de la conférence de presse, la diffusion de séquences vidéo a permis de constater que de nombreux militaires ont été parachutés par un avion mitrailleur C-130, et que des soldats ont pénétré dans des entrepôts de munitions. Ils les ont par la suite détruits, a précisé M. Myers.

Le chef d'état-major a confirmé la mort de deux personnes lors de l'accident d'un hélicoptère d'attaque MH 60 Blackhawk qui devait servir de soutien tactique à cette opération. Trois personnes auraient aussi été blessées lors de cet accident, au Pakistan, alors que deux soldats ont été blessés lors de sauts en parachute au cours de l'offensive. M. Myers a tenu à faire l'éloge des deux Américains morts, les qualifiant de héros : « Comme le président l'a dit, ils ne sont pas morts en vain. »

APEC

Suite de la page A1

Gromov, a déclaré : « En ce qui concerne l'Afghanistan, Moscou et Pékin ont parlé en faveur d'une fin rapide de la phase militaire et du passage au règlement politique. »

À l'inverse, le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a invité les États-Unis à interrompre les frappes, avant de prononcer un discours très critique envers la mondialisation. Il « redoute la mort d'innocents en Afghanistan, et je l'ai assuré que moi aussi », a expliqué le président Bush.

La Malaysia et l'Indonésie, les deux principaux pays musulmans d'Asie du Sud-Est, s'emploient à dissuader les autres pays membres de l'APEC de soutenir la campagne américaine. Les dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, qui regroupe 21 pays, devraient d'ailleurs approuver aujourd'hui une déclaration antiterroriste, sans mentionner la campagne militaire contre l'Afghanistan et le réseau d'Oussama ben Laden.

Quoi qu'il en soit, le président américain, qui a aussi rencontré le sultan de Brunei Hassanal Bolkia, s'est montré très satisfait

de la contribution de la communauté internationale à l'effort antiterroriste. « La coalition est large, profonde, forte et impliquée », a-t-il estimé.

D'autres dirigeants de pays riverains du Pacifique ont noté que le fait même d'être rassemblés sous le même toit montrait qu'ils ne seraient pas découragés par la crise terroriste mondiale. « Cela adresse un message important à ceux qui chercheraient à saper tout ce que nous défendons collectivement, non seulement politiquement, mais aussi économiquement », a fait valoir le premier ministre australien John Howard.

Lors de son intervention, George W. Bush a d'ailleurs souligné que le combat antiterroriste comportait un aspect économique. « Les terroristes ont tenté d'annihiler la confiance dans le système économique mondial, mais ils ont échoué », a-t-il souligné.

Le président américain a aussi appelé les pays asiatiques à poursuivre la libéralisation du commerce et à soutenir le début d'un nouveau cycle de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le mois

prochain.

Il a poursuivi sur le même thème lors de son allocution radiophonique hebdomadaire. Les terroristes « ont compris que le commerce est porteur de liberté et d'espoir », a déclaré George W. Bush, notant qu'ils avaient frappé un symbole ostensible du commerce mondial, le World Trade Center. « Nous sommes à Shanghai pour faire avancer le commerce mondial, parce que nous savons que le commerce peut vaincre la pauvreté et le désespoir. »

Aujourd'hui, le président Bush doit s'entretenir de la lutte contre le terrorisme et de l'après-talibans avec son homologue russe Vladimir Poutine avant de regagner les États-Unis.

Un gouvernement de coalition devrait être formé avec « tous les groupes ethniques d'Afghanistan qui sont capables de mener un dialogue constructif et de prendre part à la restauration de la paix », a dit le porte-parole de M. Poutine.

Selon un responsable du Kremlin membre

de la délégation, il ne s'agit en aucune mesure d'un changement dans le soutien du président russe aux opérations militaires lancées contre Oussama ben Laden. On soulignait dans l'entourage de Vladimir Poutine que les États-Unis voudraient également arrêter les opérations militaires le plus vite possible, quand ils auront atteint leurs objectifs.

Les dirigeants chinois et russe ont également exhorté toutes les autres nations à rejoindre la guerre globale contre le terrorisme. Et réaffirmé leur opposition au projet américain de bouclier antimissile (MD).

Les dirigeants des pays de l'Asie-Pacifique doivent achever leur rencontre cet après-midi après l'adoption d'une série de documents, dont une déclaration antiterroriste qui devrait condamner les attentats terroristes du mois dernier. Ils adopteront également d'autres documents dont l'un appellera au lancement rapide d'un nouveau cycle de négociations commerciales bilatérales au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

CLINTON

Suite de la page A1

elle pensait, comme certains de ses compatriotes, que les politiques d'immigration canadiennes sont trop laxistes. « Je ne suis pas en mesure de juger », s'est-elle défendue, accompagnant son propos d'un regard perçant. « Mais j'ai beaucoup d'admiration pour le Canada. »

En réponse à une autre question, elle a justifié l'attention particulière portée à la frontière avec le Canada : « Certains des 19 terroristes l'ont traversée plusieurs fois pour passer au Canada. Et nous savons qu'un terroriste qui voulait faire un attentat à Los Angeles à la fin de 1999 est parti du Canada. » Elle faisait allusion à Ahmed Ressam, qui a vécu à Montréal.

Harmonisation

La sénatrice a accordé son appui à une « harmonisation » des politiques d'immigration des deux pays. Mais elle a affirmé que les États-Unis ne forceraient pas la main du Canada. « Cette harmonisation est une bonne idée. Nous avons un lien très fort avec le Canada. Nous avons beaucoup en commun. »

Cette harmonisation créerait un périmètre de sécurité couvrant les deux pays. Jeudi dernier, les premiers ministres du Québec et de la Colombie-Britannique ont tous deux demandé au gouvernement fédéral d'accepter une gestion coordonnée des frontières avec les États-Unis. « La libre circulation des biens sera compromise par les problèmes liés aux personnes », a déclaré Bernard Landry.

Chose certaine, la vingtaine

d'hommes d'affaires de l'État de New York réunis dans l'entrepôt pour un « forum » avec la célèbre sénatrice semblaient davantage craindre les entraves au commerce que l'entrée de terroristes. Dans leurs interventions, ils ont insisté sur la nécessité d'augmenter le nombre de douaniers pour éviter que les nouvelles mesures de sécurité n'allongent les délais d'attente aux frontières. L'un des conférenciers a rappelé que 99,7 % des gens qui s'y présentent sont légalement admissibles, et que 99 % du fret respecte les règles.

Le poste de Champlain aurait lui-même besoin de 50 nouveaux douaniers, en plus des 80 qu'il a déjà, selon Gary Douglas, président de la chambre de commerce de Plattsburgh, qui organisait le forum. M. Douglas craint comme la peste la réactivation d'une clause inactivée de la loi américaine sur l'immigration, la « section 110 », qui obligerait une inspection douanière à la sortie des États-Unis. « Certains à Washington proposent que la section 110 soit appliquée pour combattre le terrorisme », a-t-il expliqué en entrevue, après le point de presse de Mme Clinton.

Durant le forum, la sénatrice n'a pas relevé les multiples allusions à la section 110, et s'est longuement étendue sur la nécessité d'augmenter la surveillance aux frontières. Mme Clinton et M. Douglas ont affirmé que l'attente à Champlain n'est pas plus longue qu'avant septembre. « Je suis contente de voir qu'aux endroits où il y a eu des délais d'attente supplémentaires, les

gens comprennent que nous sommes dans une phase de transition. Notre frontière avec le Canada est un modèle pour toutes les frontières du monde. Nous avons de nouveaux défis auxquels nous n'avions pas pensé. Nous nous sentions assez en sécurité pour ne nous occuper que de contrebande et d'activités criminelles, pas de terrorisme. »

Drapeau

Sur le veston de Mme Clinton, un grosse broche représentant un drapeau américain rappelait que l'heure était à la défense de la nation, et pas au commerce. Quand elle serrait des mains, à son arrivée, elle a eu un petit mot d'appréciation pour tous ceux qui portaient un macaron du drapeau, et a félicité un homme qui avait une cravate avec ce motif.

Le porte-parole du gouvernement du Québec, dépêché de la délégation de New York, avait lui aussi un petit macaron aux couleurs des États-Unis, en plus d'un autre où figurait le fleurdelisé. Patrick Muzzi, qui était le seul participant au forum sans cravate, a lui aussi insisté sur le commerce. « L'État de New York est le premier partenaire commercial du Québec, a dit M. Muzzi. Nous faisons plus d'affaires dans votre État que dans le reste de votre pays. Pour vous donner une idée de cette importance, ce poste-frontière figurerait parmi les priorités lors de la rencontre entre le gouverneur de New York et le premier ministre, en avril. »

CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

www.chateaudivoire.com

LUTTE AU TERRORISME

Le Canada et le Mexique d'accord pour l'harmonisation des mesures de sécurité

NAHLAH AYED
Presse Canadienne

SHANGHAI – Le premier ministre Jean Chrétien et le président du Mexique, Vicente Fox, ont convenu hier qu'ils doivent discuter de la possibilité d'harmoniser les politiques de sécurité à la grandeur de l'Amérique du Nord.

Les deux dirigeants, qui sont à Shanghai dans le cadre du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), ont abondamment parlé des conséquences des attentats terroristes du 11 septembre sur la sécurité et l'économie du continent.

M. Chrétien a toutefois minimisé la possibilité qu'il amorce une discussion trilatérale sur l'harmonisation des politiques de sécurité frontalière. Selon lui, le Mexique et le Canada doivent régler ces questions séparément avec les États-Unis, puisque les problèmes en cause ne sont pas les mêmes pour les deux pays.

« Il n'y a rien de concret, a lancé M. Chrétien aux journalistes. J'en ai discuté avec (M. Fox), mais il n'est pas nécessaire (d'aller plus loin) parce que nous n'avons pas de frontière avec eux. »

Des sources bien informées avaient toutefois indiqué, plus tôt dans la journée, que MM. Fox et Chrétien s'étaient entendus sur la nécessité de rencontrer le président américain, George W. Bush, au cours de la prochaine année, pour discuter, entre autres choses, d'un « accord trilatéral » sur la sécurité.

« Ils aimeraient se pencher là-dessus pour voir s'il y a des secteurs — comme le trafic de drogue, qui fonctionne déjà — où il pourrait y avoir une approche trilatérale », a soutenu la source, qui a assisté à la rencontre entre les deux chefs d'État.

« Le mot « périmètre » n'a pas été employé, a-t-on précisé. Je pense que c'était surtout un échange sur la réglementation des deux pays, dans le but de voir s'il y a une harmonisation possible. »

L'idée d'un périmètre de sécurité — l'harmonisation des lois frontalières et d'immigration à l'échelle du continent — est mise de l'avant par de nombreux Américains



PHOTO PC

Le premier ministre Jean Chrétien hier lors de la tenue de sa première conférence de presse au sommet de l'APEC à Shanghai.

Moins d'attente aux douanes de Champlain

Washington va investir 35 millions pour faciliter le traitement des camions

MATHIEU PERREAULT

LES AUTORITÉS AMÉRICAINES vont dépenser, d'ici 2005, quelque 35 millions US pour faciliter le traitement des camions aux douanes de Champlain. Grâce à ces agrandissements, les automobiles et les autocars qui se rendent aux États-Unis ne devraient plus souffrir de la congestion causée par les camions.

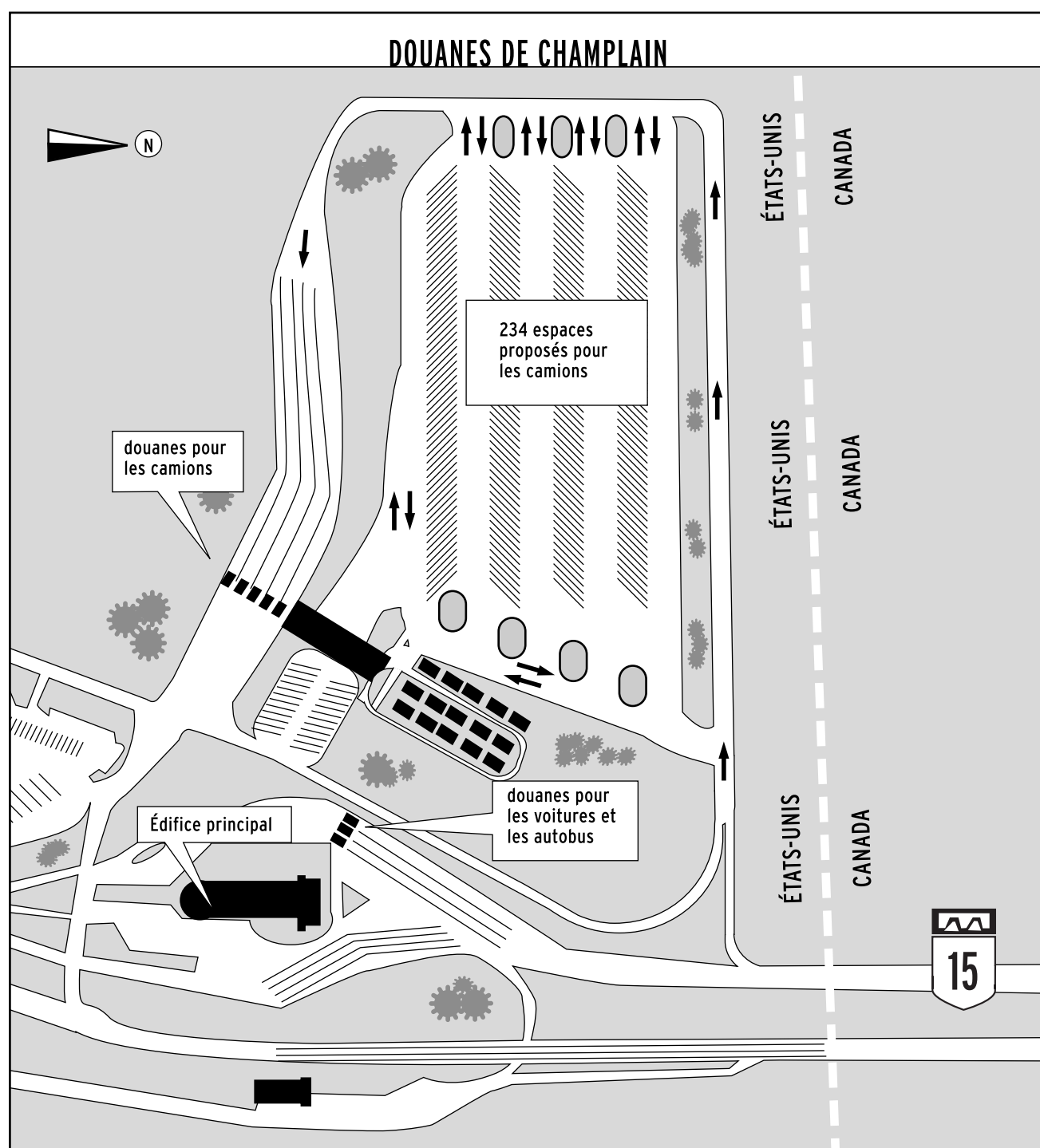
« Nous avons déjà reçu quatre millions pour faire les plans, et nous poussons fort pour avoir le reste de l'argent plus tôt, pour faire les agrandissements d'ici 2003 », a expliqué Garry Douglas, président de la chambre de commerce de Plattsburgh, en entrevue avec *La Presse* en marge d'une visite par la sénatrice Hillary Clinton.

Pas de refoulement

« Comme les camions auront des douanes séparées, on ne devrait plus voir de refoulement sur la 15. Ces investissements sont plus nécessaires que jamais à cause des nouvelles mesures de sécurité antiterroristes. »

Le projet, qui implique des aménagements de l'autoroute 15 du côté québécois, prévoit la construction d'un immense stationnement pour camions, dont l'entrée serait située du côté québécois. Le nombre de voies pour les camions passera de deux à huit, et les autocars, qui pour le moment attendent avec les camions, auront deux voies réservées. Le nombre de voies pour les automobiles, trop élevé selon M. Douglas, restera de huit.

Le ministère des Transports du Québec est impliqué dans les discussions, a déclaré Patrick Muzzi, de la délégation du Québec à New York. *La Presse* lui a demandé s'il était possible que les travaux de réfection américains aient lieu sans que la 15 soit redessinée selon les



besoins des douanes. « C'est très peu probable », a répondu M. Muzzi.

Du côté des douanes canadiennes, une réflexion est en cours, a affirmé M. Douglas. M. Muzzi n'en

avait pour sa part pas entendu parler. Il a été impossible hier de vérifier les plans du ministère fédéral

du Revenu.

Le gouvernement canadien a toutefois réitéré son appui à l'accélération des processus douaniers à une conférence organisée fin septembre à Washington par l'Alliance du commerce frontalier Can/Am, qui regroupe 60 000 entreprises. Caron Wilson, haut fonctionnaire de Douanes Canada, a présenté quant à elle un système qui permettrait le dédouanement des camions à leur point de chargement au Canada, de la même manière que les passeports des passagers sont examinés à l'aéroport de Dorval par les douaniers américains.

Plan plus vaste

Le système, appelé Programme d'autocotisation des douanes (PAD), fait partie d'un plan plus vaste appelé à « élargir » la frontière canado-américaine. Ce plan avait défrayé les manchettes en juillet, mais avait été erronément interprété comme une suppression de la frontière.

Le PAD devait entrer en vigueur en octobre, mais a dû être réexaminé à la lumière des nouvelles mesures antiterroristes. Selon un résumé des conférences de Washington remis à *La Presse* hier, Mme Wilson a expliqué que le PAD compte quatre éléments clés : il s'applique à certains biens, les chauffeurs subissent une enquête de sécurité approfondie similaire à celle prévue par le programme Canpass, les transporteurs et les importateurs doivent être certifiés.

« On peut dédouaner les marchandises après confirmation de l'identité de l'importateur approuvé, du transporteur approuvé et du chauffeur inscrit », explique Douanes Canada sur son site Web. Présentement, selon Mme Wilson, 11 000 chauffeurs sont sous enquête pour le PAD, de même que 20 importateurs et 10 transporteurs.

SILENCE

sentiraient plus confiants si les policiers étaient plus visibles. »

« C'est comme les excès de vitesse sur l'autoroute, renchérit André Ménard. Quand tu ne vois jamais de police, tu finis par faire comme les autres. »

Du côté des enquêteurs, on explique que les ressources sont limitées.

Cette année, la SQ se retrouve plus ou moins seule dans les champs parce que la GRC en a déjà plein les bras avec les plantations intérieures, qui l'intéressent davantage puisqu'elle a plus de chances d'y coincer des membres du crime organisé.

Qu'on fasse donc intervenir l'armée, répète depuis deux ans le député bloquiste Yvan Loubier : « Ça semble incontrôlable

parce qu'on n'a jamais rien fait. Si on voulait vraiment, on pourrait TOUT arracher, tout nettoyer comme dans le temps du verglas. Je n'admets pas qu'on abandonne des milliers de gens à eux-mêmes. »

D'autres affirment qu'au contraire, plusieurs habitants des zones rurales sont très heureux d'en vivre.

En attendant, en Montérégie, le pot détrône tranquillement les pommes. « Les pomiculteurs essayent d'avoir des jeunes pour travailler dans les champs. Peine perdue, se désole André Ménard.

Pensez-vous qu'ils veulent suer au salaire minimum quand ils n'ont qu'à entretenir quelques plants pour empocher 10 000 \$? »

L'ÉRADICATION DE LA MARIJUANA PAR LA SQ

Années	Plants détruits	Plants saisis dehors	% qui poussaient à l'état sauvage	Kilos détruits
1993	74 806	—	—	1224
1994	122 681	—	—	1253
1995	139 299	—	—	1978
1996	269 607	—	—	3041
1997	305 497	—	—	4607
1998	374 893	236 182	74%	266
1999	394 054	271 897	50%	4537
2000	394 588	264 374	46%	3689
2001*	399 289	—	—	2602

* En date du 12 septembre
N.B. Deux plants sur trois sont découverts à l'extérieur et un sur trois à l'intérieur.

Source: Sûreté du Québec



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

André Claveau, assureur agricole, dans un champ de maïs. Les plants de cannabis trouvent dans ce type de champ un terrain fertile.

Ça pousse tout seul



MARIE-CLAUDE MALBOEUF

SAM	1 > Une culture populaire
DIM	2 > Vivre dans le monde du pot
LUN	3 > Libre-échange avec les É.-U.

La marijuana québécoise, très prisée sur les marchés américains et européens, pousse partout, sans même que l'on s'en occupe, et envahit rapidement jusqu'aux coins les plus reculés de la province. Une « mauvaise herbe » lucrative et recherchée, a constaté La Presse dans ce deuxième volet de sa série sur le cannabis du Québec. Suite et fin demain.

Les producteurs de drogue ont une alliée de taille : la nature, qui permet au cannabis de repousser comme de la mauvaise herbe, même une fois extirpé du sol par des mains expertes.

Les statistiques de la Sûreté du Québec en témoignent de façon éloquent. Quand les policiers trouvent des plants dehors, il s'agit une fois sur deux de plants ayant poussé tout seul, sans intervention humaine (430 205 des 772 453 plants saisis en plein air en 1998, 1999 et 2000 ont ainsi été étiquetés « indigènes »). « Le cannabis est une plante annuelle. Les graines tombent sur les anciens sites de production et ça repousse », explique le sergent Jean Audette, de la SQ, qui doit donc revenir sur ses pas année après année.

Plus frappant encore, les plantations se propagent toutes seules à travers le Québec. « Les animaux, les oiseaux sont friands des graines de cannabis. Ils les transportent et on se retrouve avec plusieurs plants ailleurs », explique M. Audette.

Il faut dire que ceux qui font le commerce de la marijuana ont donné un sérieux coup de pouce à la nature, créant des variétés plus fortes, qui résistent même au premier gel et aux courts étés abitiubiens. À force de croisements, des botanistes de l'ombre ont composé un hallucinant catalogue de 400 à 500 semences. Adapté à notre climat nordique, le M39 — 39 pour 39 jours de floraison, contre 68 pour d'autres variétés — a vite fait fureur. D'autant plus qu'il est dense et que son odeur est nettement moins prononcée. Mais le choix est vaste, certaines semences poussent mieux dans l'eau, d'autres en terre, d'autres produisent des plants très concentrés en THC, etc.

« Les plants de marijuana ressemblent aux plants de tomates, résume Stéphane, un producteur amateur. Mais il faut quand même avoir un peu le pouce vert. Il faut lire des livres, des revues, aller sur Internet. »

Pour démarrer, certains commandent des semences d'Amsterdam ou du Mexique. Mais la plupart des producteurs préfèrent acheter des boutures à 5 \$ ou 10 \$ pièce. El-

les doivent développer des racines sous des lampes avant d'être transplantées fin mai ou début juin.

La crainte universelle : se retrouver par mégarde avec des plants mâles. Car ce sont les plants femelles qui produisent les bourgeons floraux, les fameuses « cocottes » convoitées par les consommateurs pour leur forte concentration en THC. Les plants mâles peuvent tout gâcher en contaminant les femelles de leur pollen, ce qui les fera produire des graines plutôt que des bourgeons. « Les gens sans expérience peuvent se faire vendre n'importe quoi, prévient un ancien trafiquant. Il y a beaucoup de truands dans le domaine, ils sont comme les garagistes qui te changent des pièces sans raison. »

Autres défis : la plante a besoin de soleil pour produire des bourgeons. Il lui faut aussi de l'eau et de l'engrais pour pousser grande et forte. Ce qui explique qu'on trouve si souvent du cannabis dans les champs de maïs : tout le boulot est fait, les fermiers ayant déjà fertilisé la terre à la perfection puisque le maïs a les mêmes besoins nutritifs que le cannabis. « Il suffit d'enlever quelques épis. Les plants sont protégés des regards et du vent », résume un producteur.

Le hic, c'est que les carrés verdoyants sont faciles à repérer du haut des airs. Pour échapper à la police, les producteurs s'enfoncent donc de plus en plus loin en forêt. Certains défrichent, d'autres se disputent les clairières. « Je pars avec ma pelle et un sac à dos plein de terre. Il faut creuser. C'est le plus dur, une grosse, grosse journée par site », révèle Stéphane.

D'après lui, la première semaine est critique : 10 jours sans eau et les plants meurent. Une fois la plante enracinée, elle est plus coriace. Par contre, seuls les plants entretenus et taillés produiront beaucoup de bourgeons.

La récolte commence lorsqu'ils sont prêts, au plus tôt le 15 septembre. Elle s'étire parfois jusqu'au premier gel, certains jurant que les bourgeons sont plus concentrés en THC quand le niveau d'eau est bas.

Trois fois plus d'appels à la ligne Info-Crime

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

QUAND ANDRÉ Claveau découvre un champ de cannabis, il se tait. « Je tombe régulièrement sur des trappes et des cordes, confie l'assureur agricole. Mais je passe tout droit. Je ne veux pas de trouble. Je ne suis quand même pas pour dénoncer mes clients. »

Conseiller municipal à Farnham, le quadragénaire sait très bien que certains fermiers ferment volontairement les yeux, craquant devant les menaces ou les liasses d'argent.

D'autres n'ont pas du tout envie de voir la police écraser leur maïs pour 20 malheureux plants de marijuana. « Un quatre roues, ça peut saccager un hectare, ce qui représente 1200 \$ de pertes », évalue l'assureur en sortant sa calculatrice.

La police espère délier les langues en faisant connaître sa ligne 1 800 Info-Crime, déjà trois fois plus utilisée qu'il y a trois ans.

En 1999, les gens téléphonaient au comptegouttes : les enquêteurs recevaient 50 appels en 12 mois. L'an dernier, ils en enregistraient deux fois plus. Cette année, le total s'élevait à 158 (en date du 21 septembre). « C'est bon signe, les gens s'aperçoivent sans doute que leur sécurité n'est pas en jeu », souligne le caporal Jean Finnet, de la SQ.

« On peut faire mieux. Très peu de gens savent qu'ils peuvent signaler les plants anonymement et sans se présenter en cour », commente le député Yvan Loubier, qui dit avoir lui-même reçu des menaces depuis qu'il prend la défense des cultivateurs. « Nous allons tapisser les médias locaux des publicités, faire de grands panneaux », promet le politicien.

« Ça ne marchera pas, pense un producteur qui veille jour et nuit sur ses trois îlots de cannabis. Dans les petites places, même les affaires anonymes finissent toujours par sortir. On aime mieux régler les choses par nous-mêmes. Tu ne veux pas te faire regarder de travers. »

service auto SEARS^{MC}



rabais 30%

Nos plus bas prix de la saison pour
PNEUS MICHELIN^{MD} WEATHERWISE^{MC}

Soldé, à partir de **49,99** chacun. 155R12.
Série n° 58000

**Weatherwise est une marque de commerce de Sears

PNEUS MICHELIN
WEATHERWISE
GARANTIE DE 120 000 KM
CONTRE L'USURE*

Dimensions	Soldé, ch.
P155/80R13	59,99
P175/70R13	79,99
P195/75R14	89,99
P185/70R14	89,99
P195/70R14	93,99
P195/60R14	96,99
P185/65R14	98,99
P205/70R15	104,99
P195/60R15	105,99
P205/65R15	106,99

Autres formats aussi en solde

MICHELIN

*Détails complets chez Sears



à partir de **44⁹⁹** ch.

P145/80R12.
PNEUS ROADHANDLER^{MC} GLACE ET NEIGE PLUS

Tous les formats, soldé 44,99-129,99 ch. Série n° 10000

ROADHANDLER



Soldé, à partir de **64⁹⁹** ch.

P155/80R13.
PNEUS BLIZZAK WS-50

Autres formats, soldé 83,99-145,99 chacun.
Série n° 20000

ROUES EN ACIER RABAIS 20% à l'achat de pneus.

SEARS^{MC}

ANJOU*
353-7770
BROSSARD*
465-1000
LASALLE*
364-7310

LAVAL*
682-1200
ST-BRUNO
441-6603
ST-LAURENT*
335-7770

*COMPOSEZ LE POSTE 228

PAS DE PAIEMENT
AVANT JANVIER 2002

Détails en magasin

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 28 OCTOBRE DANS LA LIMITE DES STOCKS

LA GUERRE AU TERRORISME

Le téléphone arabe



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

« Allô Roger ! C'est ton cousin Bobby de Miami. As-tu entendu la nouvelle ? Faut faire très attention avant d'ouvrir son courrier. Les terroristes de ben Laden envoient par la poste des colis contenant une bactérie. Ils la mettent dans une espèce de poudre blanche. Ça donne la maladie du charbon. Plein de taches noires sur la peau. Si tu l'inhalas, ça attaque ton système respiratoire pis en moins d'une semaine, t'es mort. Pour avoir une chance de t'en sortir, faut que tu sois rapidement traité aux antibiotiques. Ici, en Floride, y'a un gars qui en est décédé, un qui en est malade et un autre qui est contaminé. Y'a trois malades à New York et 31 personnes contaminées au Capitole de Washington ! — Oh boy ! Merci Bobby. Je vais appeler Maurice à Ottawa pour lui dire ça. Allô Maurice ! C'est Roger, ton beau-frère de Montréal. As-tu entendu la nouvelle ? Faut brûler toutes ses lettres avant de les ouvrir ! Les terroristes de ben Laden

envoient, par la poste, des colis contenant des milliers de bactéries. Ils les mettent dans une espèce de poudre blanche. Ça donne la maladie du charbon. Des millions de taches noires sur la peau. Si tu l'inhalas, ça attaque tes trois systèmes respiratoires, pis en moins d'une seconde, t'es mort. Pour avoir une chance de t'en sortir, faut que l'armée américaine te bombarde d'antibiotiques. Y'a 10 gars en Floride qui sont décédés. Y'a 20 malades à New York et 100 personnes contaminées au Capitole de Washington ! — Oh tabouère ! Merci Roger ! Je vais appeler Denis à Paris pour lui dire ça. Allô Denis ! C'est Maurice, ton ami d'Ottawa. As-tu entendu la nouvelle ? Faut mettre un condom avant d'ouvrir son courrier, sinon on risque d'attraper une MTP. Une Maladie Transmise par la Poste ! Les terroristes de Bush Laden envoient des colis contenant une bactérie nommée e-colis. Parce qu'elle est dans les colis. C'est logique comme nom. C'est même biologique ! Ça donne la maladie du charbon ardent. Plein de taches noires sur la peau. Faut que tu mettes de la poudre blanche Anthrax de Flex-o-flex par-dessus ça pour guérir. Si tu l'avales, tu meurs pendant une semaine. Y'a 30 gars en Floride qui sont décédés. Y'a 60 malades à New York et toute l'équipe des Capitols de Washington est contami-

née, même Jagr et Bondra !

— Oh merde ! Oh merde ! Merci Maurice. Je vais appeler tante Annick à Trois-Rivières pour lui dire ça. Allô Annick ! C'est Denis, ton neveu à Paris. As-tu pigé la news ? Quand le facteur vient nous porter notre courrier, faut dire à notre chien de le mordre ! Les terroristes de ben Lafgenistan envoient des lettres parfumées à l'Anthrax. L'Anthrax, ça sent meilleur que Poison de Christian Dior, mais c'est plus dangereux quand tu le respires ! Ça s'appelle la maladie du charbon parce que ça te donne mauvaise mine. Pis plein de taches noires. La seule façon de s'en tirer, c'est de mourir. Il y aurait des milliers de cas en Floride State, à New York City Town et dans les murs du Washington Capitole.

— Oh gosh ! Merci Denis. Je vais appeler Guy à Québec pour lui dire ça. Allô Guy ! C'est Annick, ton ex de Trois-Rivières. As-tu entendu la nouvelle ? Faut lécher les timbres de l'autre côté astheure, sinon on risque de mourir. Les terroristes de Bush Garden envoient par la poste des coupons rabais pour l'achat de bactéries. Faut pas que tu les utilises ! Sinon tu vas attraper la maladie du charbon et tu ne pourras plus manger de BBQ. Tous les habitants de la ville d'Anthrax en Floride sont contagieux ! New York a de la misère à respirer ! Pis le Capitole de Washington a plein de taches noires !

— Oh catalogue ! Merci Annick ! Je vais appeler Rita à Chicoutimi pour lui dire ça. Allô Rita ! C'est Guy, ton beau-frère de Québec. As-tu entendu la nouvelle ? Si jamais tu vas à La Poule aux oeufs d'or, faut plus que tu cries : « L'enveloppe ! L'enveloppe ! L'enveloppe ! L'enveloppe ! » Parce que les enveloppes sont rendues contagieuses à cause de Benoît Laden. Il a envoyé de la biologie par la poste. Ils appellent ça la maladie du charbon, parce que les Arabes, ils ne veulent pas faire mal au pétrole. Alors ils font mal au charbon, pour faire monter les prix du pétrole. Tu comprends ? Jusqu'à maintenant, il y a des victimes en Floride, des malades à New York. Et Elvis en serait mort au Capitole de Québec !

— Oh que ça fait simple ! Merci Guy ! Je vais appeler mon père à Miami pour lui dire ça. Allô Popa ! C'est Rita, ta fille de Chicoutimi. As-tu entendu la nouvelle ? Si tu ouvres une lettre, pis il n'y a pas le mot cher au début de la lettre, c'est parce qu'il y a une bactérie mangeuse de cher dans la lettre. Les terroristes de ben Ladenladinelandan ont remplacé tous les codes postaux par de l'Anthrax. Ils appellent ça la maladie de Steve Charbonneau. Tu as l'impression d'avoir la cage thoracique écrasée par une équipe de football. Pour avoir, une chance de guérir, faut que l'hôpital t'envoie une lettre avec des antibiotiques dedans au

plus sacrant ! Tous les colis envoyés au Canada seraient infectés surtout ceux où la reine a pas l'air bien sur le timbre. Comme le premier symptôme, c'est que tu ne sens rien et que tu vas bien, on peut dire que toute la population de l'Amérique est atteinte en ce moment ! — Ah ben coudon ! Merci ma fille ! Je vais appeler mon cousin Roger pour lui dire ça. Allô Roger, c'est encore Bobby, ton cousin de Miami ! As-tu entendu la nouvelle ? Y'aurait pas juste le courrier de contagieux, le téléphone le serait aussi. Il paraît que si tu réponds au téléphone ces jours-ci, tu risques d'attraper des niaiseries ! — Clic ! »

■ ■ ■

Les stars américaines sont très peureuses. Ça fait deux fois qu'on remet le gala des Emmy à cause des attentats. Le gala est maintenant sensé avoir lieu le 4 novembre. J'ai hâte de voir si les vedettes vont accepter d'ouvrir les enveloppes pour dévoiler le nom du gagnant. Ou si, craignant la maladie du charbon, elles vont demander à leurs gardes du corps de les ouvrir à leur place !

■ ■ ■

On a finalement su pourquoi Jacques Villeneuve a vécu un année aussi catastrophique, sa BAR était atteinte de la maladie du char-pas-bon. Excusez-là !

Les mesures de sécurité des centrales nucléaires renforcées

Presse Canadienne

OTTAWA — La Commission canadienne de sûreté nucléaire a ordonné l'érection de barrières de sécurité autour de quatre centrales nucléaires du pays.

Ces barrières auront pour but d'empêcher « l'entrée de force d'un véhicule ». Il s'agit d'une des cinq mesures de sécurité décidées par l'organisme réglementaire fédéral.

Les autres dispositions prévoient de patrouilles armées et la fouille de toute personne qui entre dans le périmètre des installations. La centrale nucléaire de Gentilly II, dans la région de Trois-Rivières, est notamment sujette à ces nouvelles directives.

La présidente de la commission, Linda Keen, a indiqué que ces changements étaient directement reliés à la « menace accrue » visant les centrales nucléaires depuis les attentats terroristes du 11 septembre.

Mme Keen a expliqué la portée de ces mesures de sécurité à des dirigeants de centrales énergétiques de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick, de même qu'aux dirigeants d'Énergie atomique du Canada (EAC).

Au Québec

Cette semaine, le ministre québécois de la Sécurité publique, Serge Ménard, a mentionné que des mesures de sécurité particuliè-

res seraient prises pour protéger les barrages d'Hydro-Québec, de même que la seule centrale nucléaire de la province. Il n'a toutefois pas voulu entrer dans les détails.

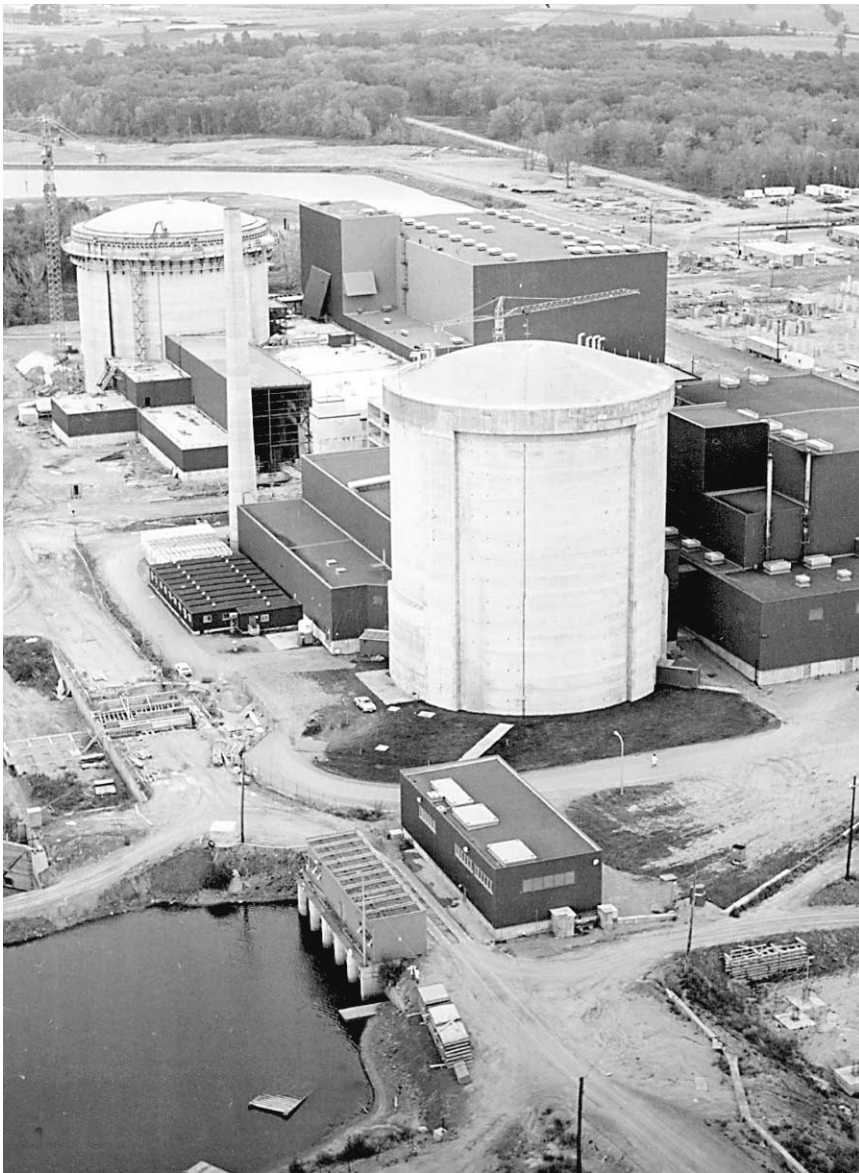
De même, Hydro-Québec n'a rien voulu confirmer. La porte-parole Marcelle Trépanier a simplement indiqué que « dans le contexte actuel, on ne peut divulguer ce genre d'information. Je ne confirme ou infirme rien. Mais je peux dire que nos agents de sécurité recevront la formation nécessaire pour bien accomplir leur tâche. »

Le quotidien trifluvien *Le Nouvelliste* a toutefois appris que la Sûreté du Québec assurait la sécurité à Gentilly II 24 heures sur 24 depuis le 9 octobre. Deux agents armés, à bord d'une auto-patrouille, prennent place près des installations en tout temps.

Il s'agit d'une mesure temporaire, avant que tous les agents de sécurité de la centrale soient formés adéquatement pour le maniement d'armes à feu.

Il est également acquis que les rondes de surveillance autour de la centrale deviendront beaucoup plus régulières. On assure que les agents sont devenus plus visibles à Gentilly II depuis les attentats.

« Les consignes que nous avons reçues ne s'appliquent pas uniquement à Gentilly II, assure Mme Trépanier. Mais pour des raisons de sécurité, on ne peut pas donner un portrait exact de la situation. On ne veut pas être vulnérable. »



La centrale nucléaire de Gentilly II, dans la région de Trois-Rivières, est notamment sujette à ces nouvelles directives.

Bowie ouvre le concert-bénéfice à New York

Associated Press

NEW YORK — David Bowie a ouvert le grand concert-bénéfice organisé par Paul McCartney, en interprétant de façon poignante *America*, une chanson de Paul Simon, hier. Il a ensuite déclenché l'enthousiasme des spectateurs, dont des milliers de pompiers, de policiers et des secouristes, en chantant *Heroes*.

« C'est avec un plaisir absolu que je chante pour vous ce soir », a déclaré Bowie à la foule qui remplissait le Madison Square Garden. Le concert, qui devait durer cinq heures, était diffusé au Québec sur les ondes de Musimax, au Canada sur MuchMusic et aux États-Unis sur VH-1. Un numéro de téléphone était affiché à l'écran pour permettre aux téléspectateurs de verser des dons pour les organismes de charité au profit des victimes des attentats de New York.

James Dolan, président et chef de la direction de Cablevision, qui a aidé à l'organisation du concert, a indiqué que la vente des billets avait permis d'amasser 14 millions \$.

Malgré la présence de vedettes aussi connues que Paul McCartney, Elton John, Billy Joel, Mick Jagger, les Who et les Backstreet Boys, l'une des plus grosses ovations a été réservée aux 6000 pompiers, policiers et se-

couristes new-yorkais, à qui on a rendu hommage pour les efforts héroïques qu'ils ont déployés le 11 septembre.

« Cette soirée vous est dédiée », leur a lancé le comédien Billy Crystal, sous les applaudissements nourris de la foule. Crystal s'est aussi moqué des talibans et de la psychose de maladie du charbon.

« Nous montrons à tout le monde que nous n'avons pas peur de sortir. Nous montrons à tout le monde que notre ville est la plus formidable de la terre », a-t-il ajouté.

L'ancien président des États-Unis Bill Clinton figurait parmi les présentateurs du spectacle. « J'ai rencontré plusieurs veuves ce soir, a-t-il dit en coulisses. J'ai rencontré des enfants qui avaient perdu leurs pères. C'est la première fois qu'ils ont l'occasion de battre des mains, de crier et de danser. C'est un formidable cadeau pour eux. »

Paul McCartney était à New York au moment des attentats. Lui et sa fiancée, Heather Mills, s'apprétaient alors à quitter la métropole américaine et attendaient de prendre l'avion. Il avait été prévu de présenter des récitals en Russie mais les événements lui ont fait modifier ses plans. « Parce que j'étais ici au moment des événements, j'ai eu le sentiment que je devais tenter de faire quelque chose », a raconté l'ancien Beatle.



Eric Clapton et Buddy Guy.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Un tourbillon d'atomes et de particules...

Une belle peau, des tissus plus fermes grâce à un tourbillon de particules naturelles dans la crème Johanne Verdon.

L'activité de vingt-cinq éléments, de la terre et de la mer, des éléments naturels en interface avec la peau, une marée d'atomes qui obligera votre peau à se raffermir, qui prêteront assistance à la constitution de l'épiderme et du derme, et qui soutiendra la liaison des molécules d'eau et mettra en oeuvre le renforcement des défenses naturelles de la peau pour lutter contre les pollutions et les produits toxiques de notre environnement, voilà la crème Johanne Verdon.

La crème Johanne Verdon, une véritable symbiose avec l'intelligence de la nature.

La crème multi-soins Johanne Verdon aux vingt-cinq ingrédients naturels... la crème Johanne Verdon... vingt-cinq fois intelligente!

En pharmacies et magasins d'aliments de santé
Renseignements
Montréal : (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Estrie : (819) 823-3322

Ce soir à TQS

Les nouveaux records Guinness
18 h

Soirée Agents spéciaux



Austin Powers, agent 00 sexe

19 h
Mike Myers, plus drôle que jamais !



L'œil de feu

21 h
La 17^e mission du célèbre James Bond, avec Pierce Brosnan !

LA GUERRE AU TERRORISME

Le retour de l'Asie, selon Andre Gunder Frank

«Les talibans et ben Laden sont nos créations, comme le KLA au Kosovo»



JOONFED KHAN

Nouvelle guerre mondiale ? Collision des civilisations ? Croisade du Bien contre le Mal ? Rien de tout cela, dit Andre Gunder Frank. Plutôt la volonté de l'Occident d'asseoir son hégémonie à l'Est, au moment où l'Asie reprend, lentement mais sûrement, le rôle mondial dominant qui fut le sien avant le XVIII^e siècle.

Auteur prolifique s'étant illustré dans les années 1970 et 1980 par ses études du sous-développement en Amérique latine, Frank, 71 ans, est depuis 10 ans l'épicentre d'une historiographie qui postule qu'un « système mondial » existe depuis 5000 ans, dominé par les réseaux d'échanges afro-eursiens — et que la domination de l'Occident n'en est qu'un bref cycle en déclin.

« Depuis le 11 septembre, on a dépoussiéré les auteurs tels Samuel Huntington (*The Clash of Civilizations*) et Benjamin Barber (*Jihad vs McWorld*), mais les talibans et ben Laden sont nos créations, comme le KLA au Kosovo. Où est l'affrontement des civilisations ? C'est plutôt une collision de nous-mêmes contre nous-mêmes », a-t-il affirmé dans un entretien téléphonique avec *La Presse*, depuis l'Université du Nebraska, à Lincoln, où il est professeur invité d'histoire.

Formule appropriée pour ce penseur ayant fui l'Allemagne nazie à quatre ans et le Chili de Pinochet à 44 ans qui prend pour devise la

phrase célèbre de Pogo, cet opossum de bande dessinée créé par Walt Kelly : « Nous avons rencontré l'ennemi, et il est nous. »

Sa thèse sur ce qu'il appelle « l'histoire continue de l'humanité pendant 5000 ans », Frank l'a développée dans le livre *ReORIENT : GLOBAL ECONOMY IN THE ASIAN AGE*, publié en 1998 aux presses de l'Université de Californie. Il y renvoie dos à dos Karl Marx et Max Weber, estimant que tous deux, pourtant opposés, partagent le même « eurocentrisme ».

Il rejette aussi la théorie de « systèmes-mondes » chère à Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, car elle présente l'Europe comme une « exception », bien qu'elle admette l'existence, parallèle ou successive, d'autres « systèmes-mondes » ailleurs. Et il récuse la thèse de *La Fin de l'Histoire*, de Francis Fukuyama.

« L'exception européenne est un mythe, mort et enterré », a-t-il déclaré, « et la thèse voulant qu'on est meilleurs qu'eux, la thèse de *l'Ouest contre le Reste*, ne tient plus, sauf pour Huntington, Barber, et quelques autres, comme Berlusconi. L'histoire du monde est un tout, et l'Orient, qui avait l'avantage économique jusqu'à 1800, semble devoir reprendre le dessus au XXI^e siècle ».

Les textes essentiels d'Andre Gunder Frank sont disponibles sur son site Web (<http://csf.colorado.edu/agfrank/>).

Dans un de ces textes (*The Five Thousand Year World System in Theory and Praxis*), qu'il a coigné avec Barry K. Gills, Frank, qui se dit « matérialiste historique », postule que le moteur de l'histoire, c'est l'accumulation du capital.

« Ce processus existe depuis aussi loin que l'on peut remonter dans le temps »,

écrit-il, « et Braudel a raison d'écrire que (le modernisme) n'a rien inventé car les lettres de change et de crédit, les banques, les finances publiques, le capitalisme, le colonialisme, l'oppression sociale, les luttes de classes, les atrocités politiques existaient à l'état embryonnaire dès le XII^e siècle. »

Mais ce « capitalisme » fut-il inventé dans l'économie-monde de l'Europe de l'Ouest et ensuite « exporté » en l'Asie et ailleurs ? demande Frank, qui y répond tout de suite « Non ». Et il cite Braudel lui-même, qui reconnaît que toutes ces pratiques existaient dans « le Reste du monde », depuis l'Égypte jusqu'au Japon, en passant par la péninsule arabique, la Mésopotamie, le Levant, l'Anatolie, la Perse, la vallée de l'Indus, la Transcaucasie, l'Asie centrale et la Chine. « Et selon nos critères, ces pratiques existaient dès le 3^e millénaire avant notre ère », écrit Frank.

Pour lui, l'impact de l'Europe a été double après Christophe Colomb : les Amériques ont été reliées au système mondial centré jusqu'alors sur l'Afro-Eurasie, et l'Europe a alors surmonté ses énormes déficits commerciaux avec l'Asie grâce à l'argent et l'or des Amériques, et grâce aux esclaves d'Afrique. Frank reconnaît aussi un autre impact de l'Europe sur le système mondial : celui de l'industrialisation au XIX^e siècle.

Mais il récuse résolument la thèse, prédominante, qui veut que le système mondial actuel date de l'expansion européenne avec Colomb et Vasco da Gama, et n'a que 500 ans. « L'eurocentrisme, c'est ça », affirme-t-il, « car presque toute l'histoire économique du monde moderne depuis 1500 a été écrite comme si elle avait débuté en Europe et qu'elle s'était ensuite étendue aux Amériques, à l'Afrique et à l'Asie traditionnelles pour les moderniser ».

Andre Gunder Frank se défend bien de proposer un système mondial statique, et captif du « déterminisme économique ». « Les échanges commerciaux et la course au capital s'accompagnent de leurs propres

rythmes sociaux, politiques, culturels, voire religieux », écrit-il, « et ils entraînent leurs propres dynamiques de rivalités, d'ascendances et de déclin, qui font que certains centres hégémoniques sombrent dans l'oubli et que des marges plus actives prennent de l'ascendant ».

« Le capitalisme a beau avoir 5000 ans, les alternatives sont toujours possibles et des luttes populaires sont parfois nécessaires, souvent inévitables », dit-il.

« Nous proposons une histoire commune de l'humanité, une histoire humanocentriste qui soit le fondement intellectuel d'une nouvelle pratique cosmopolite, face à la montée des particularismes, des fondamentalismes et des nationalismes émotifs. Car *l'histoire de tunnel* centrée sur l'Europe ne fait qu'alimenter les conflits et la suspicion mutuelle, voire le mépris

et la haine », ajoute-t-il.

C'est dans le contexte de ce *tunnel* qu'Andre Gunder Frank situe « la crise afghane et la poussée de l'OTAN vers l'Est, commencée avant le 11 septembre dernier, avec l'Irak, les Balkans, l'Europe de l'Est et le Partenariat pour la paix avec le Caucase et l'Asie centrale ».

« L'intéressant, c'est que tout le monde et son père cherchent à profiter du 11 septembre pour promouvoir ses propres intérêts, y compris l'industrie de la défense aux États-Unis même si les attentats ont démontré l'absurdité du Bouclier antimissile et de la Guerre des étoiles », a-t-il déclaré à *La Presse*.

« La situation est grave : ce que veut ben Laden, c'est renverser le régime saoudien, ce qui ébranlerait le contrôle du pétrole par l'Occident ; et le Pakistan risque d'écarter sous la poussée du camp cachemiri dominé par les agents du ISI proches de la CIA et une partie de l'armée. Mais je ne vois pas l'Inde abandonner la Russie et la Chine pour épouser le monde unipolaire de Bush », a conclu Andre Gunder Frank.

Concours

Vive le soleil!

Destination
SALON INTERNATIONAL
TOURISME
VOYAGES

27 et 28 octobre 2001
Place Bonaventure • Montréal

La Presse et le 105.7 Rythme FM vous offrent la chance de gagner un magnifique voyage d'une semaine pour 2 personnes, d'une valeur de 3800 \$, en destination de la République Dominicaine, offert par Vacances Canada 3000, incluant :



- 2 billets d'avion aller-retour en classe économique, sur les ailes de Canada 3000;
- 6 nuits en occupation double, formule tout inclus, à l'hôtel 4 étoiles Barcelo Capella;
- forfait de protections bagages et frais médicaux offert par la Croix Bleue.



Pour participer, rien de plus simple!

Il suffit de remplir ce coupon de participation et de le déposer dans la boîte prévue à cet effet au Salon international tourisme voyages les 27 et 28 octobre, au stand de Canada 3000 ou à la sortie du Salon. Ou encore, postez-le à l'adresse suivante :

La Presse Concours «Vive le Soleil avec Canada 3000»
C.P. 11052, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 4Y8

Concours

Vive le soleil!

À gagner : un magnifique voyage d'une semaine pour 2 personnes, formule tout inclus, à l'hôtel Barcelo Capella en République Dominicaine, offert par Canada 3000. Forfait de protections bagages et frais médicaux offert par la Croix Bleue.

Le tirage aura lieu au Salon international tourisme voyages le dimanche 28 octobre à 17 h.

Nom : _____ Âge : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Qui est l'animateur de Musique et confidences, du lundi au vendredi de 11 h 30 à 13 h, sur les ondes du 105.7 Rythme FM?

Pour être valide, ce coupon doit être dûment rempli. Ce concours s'adresse aux personnes âgées de 18 ans et plus. Les règlements du concours sont disponibles au Salon, à 105.7 Rythme FM et à *La Presse*. Les facsimilés ne sont pas acceptés.

Un événement



En collaboration avec

La Presse

105.7

Rythme FM

Reportage publicitaire

Bon à savoir... Pour en finir avec la fatigue!

Se prémunir contre les carences alimentaires dues au stress, au surmenage, aux kilos en trop, à une alimentation déficiente... CHOISISSEZ LA PRÉVENTION PHYTOBEC. Le corps ne peut ignorer les carences... n'attendez PAS L'ALERTE... PHYTOBEC AIDE À COMPENSER LES SUBCARENES CAUSÉES PAR UN DÉFAUT d'apport dans votre assiette... le cas échéant.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure 1 800 272-1365
Mauricie (819) 378-7777 • Estrie (819) 823-3322

2597648

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543

ou par télécopieur le 1-613-749-9551
brochure@qualityofcourse.com

Nom _____	L'ÉCOLE DE
Adresse _____	RÉDACTION
Ville / Prov. _____	38, ave McArthur
Code postal _____	Bureau 625
	Ottawa (Ontario) K1L 6K2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

2597015

Publi-Reportage

Denis FOURNITURES DE BUREAU **Denis**

Denis FOURNITURES DE BUREAU

CÉLÈBRE L'OUVERTURE DE SON 12^e MAGASIN

SITUÉ AU 2255, PLACE ROLAND THERRIEN À LONGUEUIL

Un choix incomparable

De la chaise ergonomique au bureau multifonctions, Fournitures de bureau Denis vous offre ce qu'il y a de mieux et cela accessible à tous les budgets. De grandes salles d'exposition à

chaque magasin permettent à tous les gens d'essayer les produits, et ce, à proximité de leur lieu d'affaires. Si le confort de votre chaise et la fonctionnalité de votre bureau sont importants, venez rencontrer les experts en ameublement de bureau. De plus, vous aurez accès à un vaste choix d'accessoires et de papeterie sur place.

De nouvelles tendances; de nouveaux services

Pour répondre aux besoins grandissants des travailleurs autonomes, Fournitures de bureau Denis a décidé d'étendre sa gamme de produits et de services. Dorénavant, tous les magasins du groupe offrent un plus grand choix de bureaux, de meubles de rangement et d'accessoires d'ordinateurs pouvant

convenir à tous les espaces de travail, à la maison comme au bureau.

Un succès basé sur l'accessibilité d'achat

En plus de ses 12 magasins, Fournitures de bureau Denis met à la disposition des gens d'affaires, un service de commandes téléphoniques direct et personnalisé, un catalogue et des circulaires complets de mobiliers et de fournitures de bureau, un site internet transactionnel (www.denis.ca) qui permet, en temps réel, de s'assurer au moment de la commande du prix exact de la marchandise ainsi que de sa disponibilité.

Se rapprocher des clients et leur faciliter l'accès à tout ce dont ils ont besoin pour travailler : voilà deux principes qui seront toujours au cœur de la philosophie de l'entreprise. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui plus que jamais, les employés de Fournitures de bureau Denis sont reconnus comme

LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU.

LA GUERRE AU TERRORISME

Des milliers de réfugiés entrent au Pakistan

Des heurts éclatent entre les arrivants et les forces de sécurité du pays

Agence France-Presse

CHAMAN (Pakistan) — Près de cinq mille réfugiés afghans sont entrés hier au Pakistan par le poste-frontière de Chaman, dans l'ouest du pays, un nombre en constante augmentation depuis le début des bombardements américains le 7 octobre, ont déclaré les Nations unies.

Quelque dix mille Afgfhans étaient par ailleurs massés de l'autre côté de la frontière, qu'ils ne peuvent franchir faute de titres de voyage, a déclaré un porte-parole du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Peter Kessler.

« Les autorités pakistanaises nous ont informé avoir laissé passer 5000 personnes », a-t-il précisé. Il a appelé le Pakistan à laisser passer les réfugiés qui fuient les frappes américaines.

« Nous sommes très inquiets car des milliers de personnes s'approchent de la frontière et on les repousse, a-t-il dit. Tout Afghan qui demande l'asile doit pouvoir l'obtenir dans un pays voisin. »

Selon les réfugiés en provenance de Kandahar, au sud-est de l'Afghanistan, il n'y a presque plus de carburant ou de nourriture dans cette ville qui est le fief des talibans et où résident ordinairement leur chef suprême, le mollah Omar, et Oussama ben Laden, soupçonné par les États-Unis d'avoir commandité les attentats du 11 septembre à New York et Washington.

Des heurts ont éclaté hier entre réfugiés et forces de sécurité pakistanaises, ont déclaré des témoins. Selon un témoin, « les réfugiés ont commencé à lancer des pierres sur les garde-frontières, puis les garde-frontières ont répliqué et ont commencé à les battre avec des bâtons en bambou ».

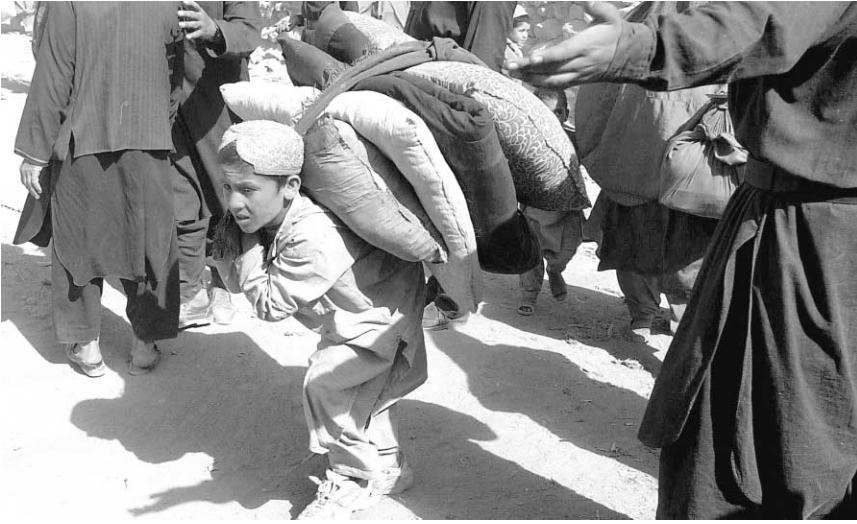


Photo AP

Ce jeune Afghan arrive à la frontière de Chaman, au Pakistan, avec des oreillers et des couvertures sur son dos.

La frontière pakistanaise est officiellement fermée aux voyageurs

ne disposant pas de titres de transport en bonne forme. Ven-

dredi, le HCR avait annoncé que quelque 3500 réfugiés étaient entrés au Pakistan à Chaman. C'était alors le plus important mouvement de réfugiés afghans enregistré depuis que les forces américaines ont commencé le 7 octobre leurs bombardements en Afghanistan, en réponse aux attentats du 11 septembre.

Le poste-frontière de Chaman se trouve près de Quetta, capitale de la province pakistanaise du Baloutchistan. Il est situé en face de Kandahar.

Kandahar et ses environs ont été la cible de nombreux bombardements depuis le début de la campagne aérienne américaine. Le HCR, inquiet devant le développement de la crise humanitaire en Afghanistan, par ailleurs victime d'une grave sécheresse, prépare en hâte des abris pour pouvoir accueillir jusqu'à 200 000 réfugiés dans le sud-ouest du Pakistan.

Des bombes en latence vont tuer pendant des années

KARL MALAKUNAS
Agence France-Presse

ISLAMABAD — Tout comme les mines antipersonnel, des bombes à fragmentation lâchées par les États-Unis sur l'Afghanistan continueront à tuer des civils bien après la fin des raids aériens actuels, a déclaré un spécialiste du désamorçage de munitions dans le pays.

Peter Le Sueur, conseiller auprès du Mine Action Program Afghanistan (MAPA), a précisé que jusqu'à 10 % des bombes, qui rappellent par leur taille et leur forme les bouteilles de coca cola, n'exploseraient pas comme prévu.

Bien au contraire, elles vont rester à la surface, ou juste sous la terre, prêtes à exploser au moindre contact. « Malheureusement, elles vont tuer des civils, a expliqué le spécialiste. Leur système de détonation est si sensible que, si elles

n'explorent pas lorsqu'elles touchent le sol, n'importe quel mouvement peut entraîner une détonation. Elles peuvent rester comme ça pendant cinquante ans, avant qu'un enfant ou un paysan ne les manipule, risquant de les faire exploser ».

La mise en garde de Peter Le Sueur intervient alors que les États-Unis sont déjà critiqués pour avoir par erreur provoqué la mort de civils dans leurs bombardements en Afghanistan, qui entrent aujourd'hui dans leur troisième semaine. Par une ironie de l'histoire, l'une des bavures reconnues par Washington est le bombardement d'un centre de déminage à Kaboul qui a tué quatre civils.

La guerre du Kosovo en 1999 a déjà prouvé que l'arsenal américain n'était pas sans défaut. Selon Peter Le Sueur, les États-Unis et leurs alliés y ont largué 220 000 bombes à fragmentation, dont 15 000, défec-

tueuses, sont restées au sol sans avoir explosé. Plus de 150 civils ont été tués par ces engins dans la province yougoslave au cours des deux dernières années, malgré un important effort de nettoyage, ajoute le spécialiste.

Il estime que les forces américaines lâchent probablement sur l'Afghanistan des milliers de bombes à fragmentation et que des bavures seront inévitables même après la fin de la campagne antiterroriste.

Les bombes à fragmentation sont déversées par groupes de 200 à la fois, d'un conteneur qui s'ouvre en l'air, dispersant les bombes sur une superficie de 350 mètres sur 150.

La plus connue de ces munitions est la Bomb Live Unit (BLU) 97, dont l'effet recherché est triple : détruire les véhicules blindés, tuer des gens et incendier des objectifs tels des dépôts de munitions et de carburant, poursuit M. Le Sueur.

Selon l'expert, une des caractéristiques les plus dangereuses de ces engins est constituée par le corps en forme de losange de la bombe, une enveloppe d'acier de six mm d'épaisseur. « Lors de l'explosion, l'acier éclate et vous avez des centaines de fragments qui filent à la vitesse d'une balle de fusil, dit M. Le Sueur. Ils peuvent tuer ou blesser des gens à plus de cent mètres de leur point de détonation », ajoute-t-il.

Bien que les bombardements ne paraissent pas aussi intenses qu'au Kosovo, le spécialiste met en garde contre le risque qui menacera les Afghans lorsqu'ils retourneront dans leurs maisons ou sur leurs champs bombardés.

« Elles (les bombes) sont d'un jaune brillant et paraissent inoffensives. Elles attirent particulièrement les enfants, explique-t-il. Mais elles sont si sensibles qu'elles peuvent exploser rien que parce qu'on les ramasse », dit-il.

Pour Peter Le Sueur et les autres spécialistes du désamorçage, les bombardements américains représentent un nouveau revers dans leur campagne de déminage de l'Afghanistan.

Avant même l'offensive en cours, le pays était déjà l'un des plus minés du monde, un legs de la résistance à l'occupation soviétique des années 1979-1989 et des années de guerre civile qui ont suivi.

Le MAPA a nettoyé plus de 220 km² de terrain au cours des douze dernières années, débarrassant le terrain de 237 000 mines, et 1,73 million de bombes, de roquettes et de missiles qui n'avaient pas explosé.

Le MAPA, comme la plupart des organisations humanitaires, a suspendu ses opérations au début de la campagne en cours et assiste impuissant à une nouvelle détérioration de la situation.

EN BREF

Premier raid d'hélicoptères US

LES MILITAIRES américains ont fait usage pour la première fois d'hélicoptères au-dessus de Kaboul, a annoncé hier le ministre de la culture et de l'information taliban, Qudratullah Jamal. « Aucun personnel américain ne s'est posé ou n'a été largué par les hélicoptères » a-t-il dit. Les habitants de Kaboul n'ont pas entendu les tirs des batteries anti-aériennes. — *d'après AFP*

Missions secrètes

LES RAIDS terrestres américains contre des cibles taliban en Afghanistan cachent des missions secrètes de renseignement, affirmait hier le *New York Times*, citant des responsables du département de la Défense. Parallèlement à l'opération aéroportée menée dans la nuit de vendredi à samedi par les troupes d'élite américaines, d'autres commandos ont cherché à localiser les chefs des talibans et du groupe Al-Qaeda dirigé par Oussama ben Laden. Selon le *New York Times*, les Rangers déployés pendant plusieurs heures dans le sud de l'Afghanistan, auraient notamment mené des opérations de diversion pour permettre à l'unité antiterroriste Delta Force d'opérer sans se faire repérer. — *d'après AFP*

Commandos britanniques

LE PENTAGONE a demandé et obtenu l'assistance des commandos spéciaux britanniques (SAS) pour tenter de capturer Oussama ben Laden, rapporte aujourd'hui la presse britannique. Selon le *Mail on Sunday*, des commandos SAS étaient sur le terrain quatre jours l'opération au sol menée par les Américains en Afghanistan dans la nuit de vendredi à samedi. Pour le *Sunday Times*, les SAS sont entrés en Afghanistan pour rassembler les différents groupes de moujahidines et d'encourager les commandants talibans à désertir. — *d'après AFP*

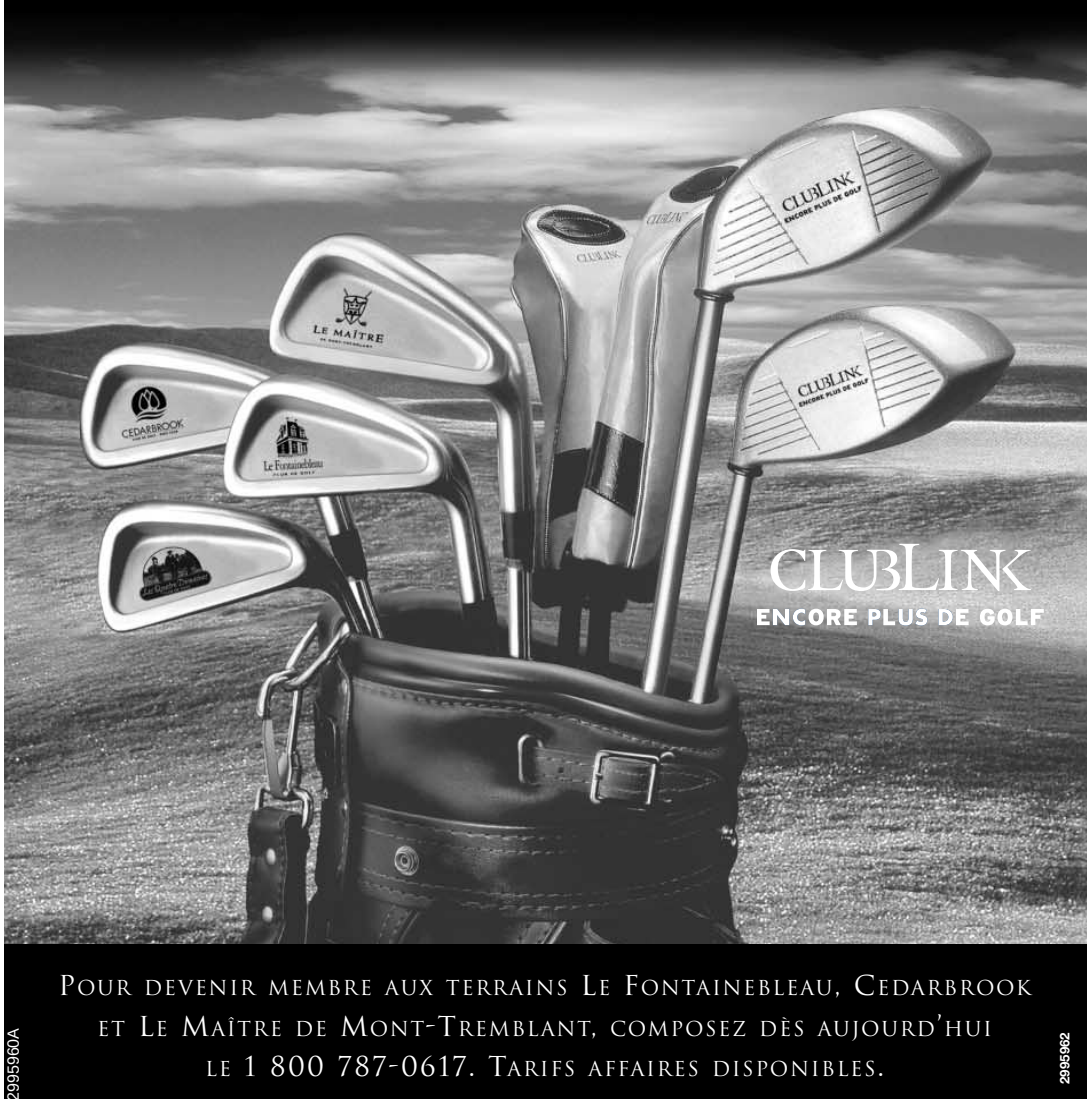
Allemagne: 6000 hommes?

L'ARMÉE allemande, pourrait engager d'ici quelques mois de 2000 à 6000 hommes, en Afghanistan ou dans d'autres pays, dans des opérations militaires en riposte aux attentats du 11 septembre, annonce le journal dominical *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*. L'article fait référence à une réunion tenue le 9 octobre à Berlin. La participation allemande ne se limiterait pas à des unités sanitaires, de logistique ou spécialisées dans la prévention des effets d'armements atomiques, bactériologiques et chimiques (ABC). — *d'après AFP*

PLUS D'UN CLUB DE GOLF DANS VOTRE SAC

UN MONDE DE PRIVILÈGES. DES PARCOURS INCROYABLES. DU GOLF SANS LIMITE.

ClubLink donne la chance aux mordus du golf d'aller plus loin dans leur passion. En devenant membre de ClubLink, vous accédez à beaucoup plus qu'un simple terrain de golf : vous bénéficiez du privilège de réciprocité qui vous permet de jouer sur les 35 parcours de golf et centres de villégiature ClubLink au Québec et en Ontario, ainsi que sur les 225 propriétés de ClubCorp à travers le monde. Et comme tous ces parcours font partie de la grande famille de ClubLink, vous êtes assuré de jouer sur des terrains qui se classent parmi les plus beaux qui soient. Alors, qu'attendez-vous pour pratiquer votre sport préféré comme vous l'avez toujours rêvé ? Pour les privilèges, la qualité du jeu et le choix incomparable, devenez membre de ClubLink dès aujourd'hui. Aucune autre formule ne vous en offre autant.



POUR DEVENIR MEMBRE AUX TERRAINS LE FONTAINEBLEAU, CEDARBROOK ET LE MAÎTRE DE MONT-TREMBLANT, COMPOSEZ DÈS AUJOURD'HUI LE 1 800 787-0617. TARIFS AFFAIRES DISPONIBLES.

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants :

- **Domaine**
- **Villeray**
- **Petite-Patrie**
- **Rosemont**
- **Plateau Mont-Royal**

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

M. Pierre Lavoie

composez le **(450) 663-6306**

Courriel : plavoie@lapresse.ca

DE TOUTES LES COULEURS!

Chaque samedi dans **La Presse**

MONTTOIT

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Un super aliment énergétique

Toucher le fond du baril, arriver au bout de ses ressources énergétiques, traîner de la patte, ça peut arriver à tout le monde, quand ça ne tourne pas rond, Bio-Sirum Énergie-Vive^{md} peut vous remettre d'aplomb.

Une substance bio-énergétique de la cellule humaine, la coenzyme Q-10 fait partie intégrante de la formule Bio-Sirum-Énergie-Vive^{md}.

Chaque ampoule possède un plan d'action basé sur un objectif : l'énergie vive.

Oui, si la vie trépidante d'aujourd'hui peut parfois vous bousculer

Pensez à Bio-Sirum...

Bio-Sirum-Énergie-Vive^{md} est la propriété intellectuelle de Bio-Actif Inc.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure 1 800 272-1365
Mauricie (819) 378-7777 • Estrie (819) 823-3322

2997/442

2998/14

2995/50A

2995/502

Les souvenirs enfouis d'un massacre



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

BIEN ENTENDU, l'ampleur de la tragédie du 11 septembre n'a pas d'équivalent en Occident depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et les Français, comme le monde entier, ont été abasourdis par l'ampleur de la catastrophe.

Il n'en reste pas moins que les Français, plus encore que d'autres peuples européens qui ont subi des vagues importantes de terrorisme dans les dernières décennies (Italie et Allemagne notamment), ont un rapport à la violence que n'a jamais connu l'Amérique du Nord.

Cette semaine, on « célébrait » le 40^e anniversaire du 17 octobre 1961, c'est-à-dire d'un incroyable massacre de civils algériens survenu à l'intérieur même de Paris, sur les Grands Boulevards ou dans le Quartier latin. Pour la première fois, une personnalité officielle de la République — le nouveau maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë — a eu le courage de venir déposer au pont Saint-Michel une gerbe de fleurs en hommage aux dizaines (ou aux centaines) d'Algériens assassinés par la police française.

Cela se passait il y a quarante ans : autant dire que c'était hier, ou avant-hier. Les témoins de cette époque-là sont vivants et se souviennent. Paris ressemblait passablement à ce qu'il est aujourd'hui. De Gaulle était au pouvoir depuis trois ans. Bref c'était le même monde que celui que nous connaissons aujourd'hui.

À cette nuance près que la situation politique en France n'était pas tout à fait « normale » : en octobre 1961, on vivait les derniers mois de la « sale » guerre d'Algérie, un conflit sanglant déclenché en 1954 pour l'indépendance de ces trois « départements » français, et qui devait se solder par la mort de 40 000 soldats français... et d'environ un million d'Algériens, victimes des Français, et surtout des guerres intestines en mouvements de libération rivaux.

Il n'en reste pas moins que, dans cette ville hautement raffinée, où dans cette soirée du 17 octobre 1961, les gens se pressaient dans les cinémas et les brasseries, une police parisienne déchaînée s'est livrée à une gigantesque et sanglante « ratonnade », avec tabassages généralisés, sévices infligés à des gens arrêtés... et meurtres caractérisés. Tout le monde dans Paris savait qu'il s'était passé des choses très graves.

Mais le lendemain, la plupart des journaux reprenaient la thèse officielle de la préfecture de police : deux morts et des centaines d'arrestations. Tout en sachant qu'on avait côtoyé une violence extrême.

Octobre 61 : la guerre d'Algérie continue de faire des morts et de produire des horreurs, mais elle est déjà finie. Les négociations, parfois rompues, sont en cours avec le FLN algérien. De Gaulle a lâché l'essentiel, à savoir le contrôle des réserves de pétrole du Sahara. Cependant, même si le dénouement est proche, il n'est pas encore tout à fait acquis, et la quasi-guerre civile qui se déroule en France entre les forces de l'ordre et les 250 000 Algériens strictement tenus par le FLN atteint un paroxysme de violence.

Pour peser sur les négociations, la direction française du FLN s'est lancée dans une vraie campagne de terreur. Entre mai et octobre 61, 22 policiers parisiens sont abattus par les clandestins algériens. Cette violence répond — à moins que ce ne soit l'inverse — à une brutalité extrême des forces de police à l'encontre des Algériens. Les contrôles plus que musclés sont monnaie courante pour la population algérienne. Les tabassages également. Sous prétexte — réel — de terrorisme, la préfecture a donné l'ordre « d'abattre sur place » les coupables, c'est-à-dire aussi les suspects. Tous les jours il y a des victimes, même si à ce moment-là ou entre-temps les registres de l'Institut médico-légal sont escamotés ou trafiqués.

Dans le but de « tenir » Paris, le préfet Papon — dont on sait qu'il n'a jamais eu le cœur tendre — a décrété un couvre-feu à 20 h 30 pour tous les « Français d'origine

nord-africaine ». Pour dénoncer cette mesure (illégal, mais on n'en est plus là), le FLN, dans un geste passablement inconscient, décide donc d'organiser une grande manifestation pacifique au cœur de Paris. En fait les Algériens sont purement et simplement réquisitionnés par les cadres du FLN, sous peine des pires sanctions.

Dans Paris, il y aura donc environ 25 000 Nord-Africains, endimanchés, désarmés, souvent avec femmes et enfants. Des groupes arriveront au pont de Neuilly, d'autres aux Grands Boulevards, d'autres au cœur du Quartier latin. Et alors ce sera le grand massacre, dont le bilan reste aujourd'hui encore impossible à établir.

Aux Grands Boulevards, le journaliste de *L'Express*, Jacques Derogy, verra la police ouvrir le feu et faire une douzaine de victimes. Au pont Saint-Michel, des témoins verront la police jeter du haut du pont des manifestants pris au hasard et marqués : une famille algérienne qui a témoigné en 91 raconte avoir perdu la soeur aînée, alors âgée de 15 ans. Au pont de Neuilly, il y aura également fusillade. De tous ces événements, presque pas de trace : les caméras et appareils photo sont interdits. Un baroudeur du nom d'Élie Kagan est l'un des rares à avoir pris des photos de cette nuit, au risque de sa vie.

Dans la seule soirée du 17 octobre, quelque 11 500 Algériens — la moitié de la manifestation — sont arrêtés, jetés dans des cars et des

bus réquisitionnés. On les entasse dans une cour intérieure de la Préfecture, au stade de Coubertin, au Palais des sports (qu'on videra quelques jours plus tard pour... le spectacle de Ray Charles). À l'intérieur de ces enceintes, les violences et massacres continueront : des manifestants seront assassinés, des blessés achevés. Il y aura des morts dans l'enceinte même de la Préfecture, sous les fenêtres de Maurice Papon. Un séminariste qui se trouve au Palais des sports dénombré à lui seul neuf cadavres empilés dans un coin.

Le lendemain, donc, la presse populaire — et la télévision, fort officielle — maintient avec aplomb la thèse des deux morts. Une partie de la gauche (non communiste d'ailleurs) essaie d'obtenir des explications, une commission d'enquête. En vain. Les cadavres ont été escamotés. Les registres trafiqués. Il y a fort peu d'images. Les familles algériennes pleurent des « disparus ». Beaucoup de corps ne seront jamais retrouvés. D'autres sont aperçus flottant en aval de la Seine, jusqu'à Rouen. Aujourd'hui les historiens sont divisés sur le nombre de victimes directes de la police : entre 30 et 50 pour celui qui est le plus favorable aux forces de l'ordre. Jusqu'à 265 pour Jean-Luc Einaudi, qui travaille sur le sujet depuis 15 ans.

Un « mensonge d'État », couvert par de Gaulle et enfoui dans la mémoire collective. Mais quelque part dans l'inconscient français il y a des traces de cette violence ultime. Comme une habitude à la mort.

Célébrités...



Félicitations à Elise et Claude Dulude qui ont fêté leur 60^e anniversaire de mariage le 17 octobre 2001. Avec beaucoup d'amour, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petite fille.



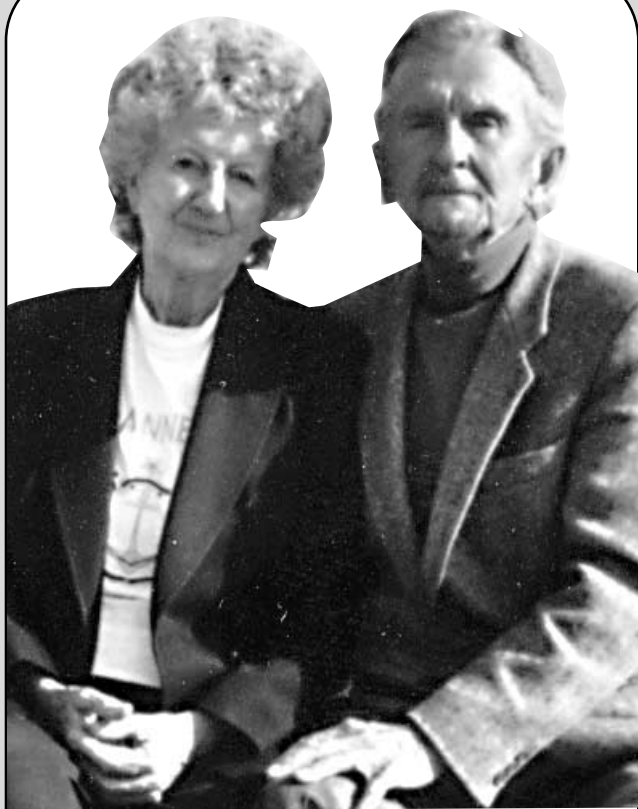
50^{ième} anniversaire de mariage
Samedi le 27 octobre 1951, Claire et Armand Larouche unissaient leur destinée pour le meilleur et pour le pire. Félicitation chers parents, nous vous aimons de tout coeur. De vos enfants et petits-enfants : Diane (Daniel), Hélène (Pierre-Yves), Benjamin, Julien, Maryse et Mathieu.



Félicitations Christian D'Aoust
Nous tenons à souligner la remise de ton baccalauréat de l'Université de Montréal en sciences de la communication. Nous sommes tous très fiers de toi et nous te souhaitons la meilleure des chances. De tes parents.



50^e anniversaire de mariage
15 septembre 1951, Roland Bédard et François Bourassa se mariaient à Macamic. Félicitations, merci pour leur générosité, ils nous sont très précieux. Pierre, Franck, famille Bédard et Bourassa



Félicitations à Florence et Georges Bergeron qui célébreront leurs 64 ans de mariage. De la part de leurs enfants Pierre, Christine, Stéphane, Johanne et leur épouse et époux.



Quarantième Anniversaire
Félicitations à nos parents Éric et Marie Turcot de Châteauguay pour leur quarantième anniversaire de mariage, le 21 octobre 2001. Gros bisous de vos enfants et petits-enfants.

Célébrités...

Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais :

1-866-987-8363

Avoir le goût des découvertes Phytobec ne néglige rien à ce propos...

Si votre alimentation laisse à désirer, vous pouvez tirer un immense profit de mieux-être avec l'emploi régulier de la formule Phytobec à multi-éléments. Nous ne pouvons analyser, ici, en détails tous ses éléments, ils sont trop nombreux, mais sachez que certains de ces éléments, les minéraux par exemple, sont chélatés (que l'on nomme protéinates). Cette chélation a pour but d'augmenter l'assimilation. Il fallait y penser, il fallait le faire. C'est ce qu'ont fait, après maintes recherches, plusieurs chimistes dans le cadre d'un programme permanent sur les effets protecteurs de la santé développée pour Phytobec. Des minéraux c'est bien, encore faut-il qu'ils soient assimilés par votre organisme, ça c'est une autre histoire.

En pharmacies et magasins d'aliments de santé
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Estrie : (819) 823-3322

loto-québec

649

Tirage du
2001-10-20

09 10 22 38 43 44

Numéro complémentaire: 20

Québec
49

Tirage du
2001-10-20

24 27 29 35 38 45

Numéro complémentaire: 41

résultats

LOTS BONIS

BMW 325i 2002*

(seule catégorie gagnante: 6/6)

06 23 26 35 36 45

04 05 27 37 38 48

15 22 36 37 42 47

15 16 24 28 36 46

01 02 09 12 42 49

02 03 10 27 34 35

06 13 16 26 38 47

11 18 19 20 43 45

10 14 15 22 27 39

02 20 22 23 35 37

*Chaque BMW 325i est échangeable contre un chèque de 50 000 \$. Si une sélection crée plus de 5 gagnants, ceux-ci se partageront une cagnotte de 250 000 \$.

Promotion Double Jeu*

649 + 49

Tirage du
2001-10-20

10 22 25 31

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

panco

Tirage du
2001-10-20

06 08 15 16 20
23 29 30 31 33
42 43 45 51 56
58 59 60 62 66

Quattro

Tirage du
2001-10-20

3 4
086 1661

Extra

Tirage du
2001-10-20

NUMÉRO: 816842

Extra

Tirage du
2001-10-19

NUMÉRO: 706560

LOTTO
SUPER 7

Tirage du
2001-10-19

02 03 07 10 20 24 33

Numéro complémentaire: 37

Ventes totales: 17 430 702 \$

Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

GAGNANTS

7/7 0

6/7+ 1

6/7 115

5/7 6 923

4/7 147 478

3/7+ 132 800

3/7 1 224 623

LOTS

10 000 000,00 \$

315 110,00 \$

2 397,50 \$

142,20 \$

10,00 \$

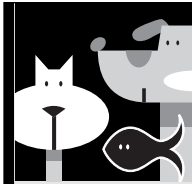
10,00 \$

participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC



ANIMAUX

4 jours consécutifs

pour seulement
29,88 \$*
pour 3 lignes

2,49 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES
ANNONCES

La Presse
cyberpresse.ca

987- VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU
(8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

2988181

LA GUERRE AU TERRORISME

Le Liban craint le pire

Cette guerre contre le terrorisme, que les Libanais ne voudraient pas voir, s'approche lentement mais sûrement. Et advenant une demande adressée par Washington à Beyrouth visant à dissoudre le Hezbollah ou, à plus forte raison, de traduire ses dirigeants en justice, il est peu probable que le Liban accepte de se plier.

FRED A. REED

collaboration spéciale

BEYROUTH — Pendant que Beyrouth regarde, fasciné, les bombes tomber sur l'Afghanistan grâce aux images d'Al-Jazira, les tuiles placent sur l'État libanais : ce sont les mises en garde des États-Unis concernant des liens présumés avec des auteurs des attentats du 11 septembre et le maintien du Hezbollah sur la liste des organisations « terroristes ».

Dans un tel climat, le report du 8^e congrès de la francophonie, qui devait avoir lieu fin octobre, fut accueilli presque avec un soupir de soulagement.

Si le Liban n'accepte pas de se culpabiliser au sujet de Ziad Djarre, ce citoyen libanais mort dans l'écrasement du quatrième avion en Pennsylvanie le 11 septembre, il en va tout autrement du dévoilement d'une liste comportant les noms des 22 terroristes les plus dangereux au monde, dont trois ressortissants libanais, par les services de renseignements américains. Tous trois sont des membres présumés de Hezbollah, accusés d'avoir organisé le détournement d'un Boeing de la TWA en 1985, et d'être responsables de la mort d'au moins un Américain.

La nouvelle a fait sensation, mais n'a été commentée ni par le Hezbollah ni par le gouvernement libanais. Il semble toutefois que le mouvement chiite récusera formellement tout lien avec les trois, et notamment avec M. Imad Fayeze Moughnié, réputé chef actuel de ces services de sécurité. La publication des trois noms ne serait qu'un geste de provocation envers le Hezbollah et le Liban lui-même, fait-on savoir.

En même temps, le regroupement ultra-intégriste sunnite Esbat al-Ansar, qui aurait lui des attaches avec l'organisation Al-Qaeda d'Oussama ben Laden, s'est fondu dans la masse informe de réfugiés palestiniens au camp d'Ain Heloué, près de Sidon, dans le sud du pays. Selon des sources policières libanaises, ce regroupement serait de toutes façons marginal et sans danger.

Il en va tout autrement du Hezbollah. Acteur influent sur la scène politique libanaise depuis plus de dix ans, le mouvement chiite que dirige le cheikh Hassan Nasrallah, jouit non seulement d'un pouvoir populaire important, mais d'une estime largement partagée par presque toutes les couches de la société libanaise. Il a aussi conservé ses armes et serait prêt à se mettre au service de l'intifada, le cas échéant. On estime ses effectifs à plus de 5000 combattants aguerris.

La Palestine

C'est ce même Hezbollah qui, en 2000, a forcé Israël à évacuer le sud du Liban, occupé depuis l'invasion de 1978. Tout en condamnant rondement les attentats suicides de New York, la seule force à avoir battu militairement l'État sioniste n'a que faire des menaces américaines.

M. Hussein Hadj Hassan, député du Hezbollah au Parlement libanais pour la circonscription de Baalbek, est assis aux bureaux du mouvement au sein du quartier populaire Haret Hreik, où l'organisation est solidement implantée. « Nous ne sommes pas terrifiés. S'ils veulent venir, nous les attendons », martèle-t-il.

Du point de vue du Hezbollah, les États-Unis se servent de l'émoi suscité par les attentats afin d'élargir leur influence en Asie centrale. Mais, selon M. Hadj Hassan, le noeud du problème serait toujours la question palestinienne. Depuis un an, fait-il remarquer, on assiste à des pressions énormes sur l'Iran, la Syrie, le Liban et les militants palestiniens — tous opposés au processus de paix parrainé par Washington pour clore cette question selon le plan élaboré par M. Ariel Sharon.

« Les États-Unis n'ont pas donné leur appui sans limite à Israël ? argue-t-il. Les Palestiniens ont beau accepter même le rapport Mitchell, Israël refuse. Tout comme il refuse l'envoi d'observateurs internationaux dans les territoires occupés. »

« En plus, Washington n'a rien fait pour obliger Israël à appliquer les résolutions de l'ONU prises dans les années soixante et soixante-dix. Comment un peuple de colons envahit le territoire d'un autre peuple pour y créer des implantations ? Cela, pour nous, ne peut se définir que comme du terrorisme d'État. »

Pendant longtemps — depuis la création du Hezbollah au début des années 1980 —, l'organisation figure sur la liste noire américaine.

« Si nous sommes sur leur liste, explique M. Hadj Hassan, ils sont sur la nôtre. Nos opérations se déroulent sur le sol libanais occupé par Israël. Ni en Irak, ni en Amérique



Une vue de Beyrouth.



Le cheikh Hassan Nasrallah, chef du mouvement chiite Hezbollah.

L'appel, parmi les chiites du Moyen-Orient, sera retentissant. Cet ayatollah farouchement indépendant jouit d'un large bassin d'appuis non seulement au Liban, mais en Irak, en Arabie Saoudite et dans les Émirats. « Nul ne peut cautionner le massacre d'innocents, a-t-il déclaré. Maintenant, les Afghans vont souffrir, mais ils n'en sont pas responsables. Si ben Laden est l'auteur moral des attentats, il aurait fallu lui faire un procès, par contumace si nécessaire. Ou bien, si l'appareil américain de renseignements est compétent, essayer de l'extraire pour ensuite le juger devant un tribunal international. »

Devrait-on faire porter l'odieux des gestes d'un ben Laden à l'islam, comme font certains ? « Mais quel rapport ont les musulmans avec cela ? réplique-t-il. À ce que je sache, l'attentat à la bombe d'Oklahoma City a été imputé à un homme. Cet homme a été exécuté. On ne peut pas blâmer des gens qui ne l'ont pas commis. La honte est sur la tête des auteurs, non pas sur une religion ou sur une nation. »

du Sud, ni au Vietnam. »

La résistance

Advenant une demande adressée par Washington à Beyrouth visant à dissoudre le Hezbollah ou, à plus forte raison, de traduire ses dirigeants en justice, il est peu probable que le Liban accepte de s'y plier. « La plupart des partis nous défendront contre une telle démarche. Même les partis chrétiens », affirme M. Hassan.

Comme pour confirmer ce propos, le chef de la diplomatie libanaise, M. Mahmoud Hammoud, a

déclaré au sommet islamique de Doha que le Liban insiste pour « établir une distinction entre le terrorisme et la résistance à l'occupation. Le Liban tient à faire la différence entre les deux concepts, car la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant le retrait total des forces israéliennes du Liban-Sud n'a pas été entièrement appliquée. Par conséquent, il est du droit du Hezbollah de résister à l'occupation. »

À son quartier général au coeur de Haret Hreik, le cheikh Mohammad Hussein Fadlollah fustige ce

qu'il considère comme une politique de deux poids, deux mesures adoptée par Washington.

Parmi les premiers à condamner sans condition les attentats du 11 septembre comme étant une violation des principes sacrés de l'islam, le leader spirituel des chiites libanais s'est montré cinglant à l'égard des menées des États-Unis. Le lendemain du déclenchement des opérations militaires contre l'Afghanistan, M. Fadlollah a émis une fatwa (un jugement religieux) interdisant à tous ceux qui le suivent de participer à la campagne.

2001 UNE ANNÉE RECORD
CHEZ HYUNDAI...
ATTENDEZ DE VOIR

2002!

L'Accent GS

A partir de

179\$*

par mois/48 mois

PDSF 12 395 \$

0\$ COMPTANT 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

FINANCEMENT

2,8%

DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

L'Elantra berline GL

A partir de

199\$**

par mois/48 mois

PDSF 15 295 \$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

SEULEMENT

995\$

COMPTANT

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

2994501A

GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)

Inclus : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

La nouvelle Elantra GT

Photos : à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ACCENT GS 2002 à partir de 179 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 8 592 \$. Au bout de 48 mois, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus. Taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. En sus, frais administratifs de 500 \$ rattachés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 \$ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du créancier. Voir votre concessionnaire pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec finaison 01/01 au 31 octobre 2001.

LES PARTENAIRES HYUNDAI

HYUNDAI

UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

2994505

LA GUERRE AU TERRORISME

Pour la Suisse, le secret bancaire n'a jamais protégé et ne protégera jamais les terroristes

Associated Press

Après avoir réaffirmé son soutien à la lutte contre le terrorisme, l'Union européenne a évoqué hier à Bruxelles un renforcement de la coopération en la matière avec ses voisins, de l'Islande à la Russie, lors d'une conférence européenne.

Les ministres des Affaires étrangères et autres représentants des 13 pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'élargissement, ainsi que des pays européens extérieurs à l'UE, tels que la Suisse ou la Norvège, ont été invités à cette occasion par la Belgique, qui assure la présidence tournante de l'UE.

La Russie, l'Ukraine et la Moldavie étaient aussi conviées à un déjeuner de travail « compte

tenu de l'importance du sujet », a expliqué le gouvernement belge dans un communiqué.

Les délégués présents à la conférence devaient faire part des mesures prises par leurs pays respectifs dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et discuter des moyens de coordonner leurs efforts, notamment en gelant les fonds des organisations terroristes et à traquer le blanchiment d'argent.

« Le secret bancaire n'a jamais protégé et ne protégera jamais les terroristes ni leurs transactions financières », a ainsi affirmé le ministre suisse des Affaires étrangères, Joseph Deiss.

Les banques suisses sont tenues, sur le plan pénal, d'informer la justice de manière complète. Même avant l'ouverture d'une procédure pénale, elles doivent annoncer aux autorités l'ensemble des soupçons fondés qu'elles ont à l'égard de transactions en relation avec le crime organisé ou le terrorisme. Et cette annonce est synonyme de blocage immédiat des comptes.

« Il n'y a donc pas de secret bancaire en matière de lutte contre le terrorisme », a souligné le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Joseph Deiss a souligné que la lutte contre le terrorisme international était de longue date une préoccupation de la Suisse et représentait une des priorités de son action.

Mais le gouvernement suisse est aussi conscient du fait que les mesures de lutte contre le terrorisme « peuvent être en conflit avec les principes d'une société libre et tolérante que nous voulons protéger ». La fermeté et la détermination dont il faut faire preuve ne sauraient se faire au détriment de la démocratie, de la justice, et de la dignité de la personne humaine.

« Le terrorisme veut détruire l'État de droit par la violence. Ne tombons pas dans le piège qu'il nous tend. C'est avec clairvoyance que nous devons — ensemble — nous engager dans la lutte contre ce fléau », a conclu le chef de la diplomatie helvétique.

EN BREF

Les Américains prévoient d'autres attentats

UNE MAJORITÉ d'Américains s'attend à de nouveaux attentats entraînant de nombreuses victimes, à l'aide d'explosifs, du bacille de la maladie du charbon ou d'agents infectieux, selon un sondage publié hier par l'hebdomadaire *Newsweek*. Selon cette enquête d'opinion, trois quarts des Américains (74 %) estiment hautement probable ou probable un attentat à la bombe. Ils sont 57 % à penser que cette nouvelle attaque pourrait aussi se faire par la diffusion du bacille de la maladie du charbon par voie postale, et 55 % redoutent une épidémie de variole ou d'un autre agent infectieux. Selon ce même sondage, plus de six Américains sur dix (63 %) estiment que le suspect numéro un des États-Unis dans les attentats du 11 septembre, Oussama ben Laden, est pour quelque chose dans l'envoi de lettres contaminées par bacille du charbon.

Les attaques contre l'ONU se multiplient

LES AGENCES de l'ONU en Afghanistan subissent de plus en plus d'attaques et de pillages, a déclaré hier un porte-parole de l'ONU lors d'une conférence de presse à Islamabad. Les installations des agences de l'ONU et d'autres organisations « sont prises, leurs biens saisis et des employés battus », a déclaré le porte-parole Antonio Dominó. « À présent, il y a de moins en moins de contacts avec le personnel » des agences en Afghanistan, a-t-il dit.

Les soldats américains seraient trop fragiles

LE COMMANDANT des forces des talibans pour le sud de l'Afghanistan a estimé hier, dans un entretien à un journal pakistanais, que les soldats américains n'étaient pas du tout préparés aux rigueurs du combat sur le sol afghan, et affirmé que les bombardements n'avaient infligé que peu de dommages aux défenses du pays. Dans un entretien au quotidien *The News*, publié au jour où sont confirmées les premières opérations terrestres des forces spéciales américaines, le mollah Jalaluddin Haqqani ajoute cependant que 25 soldats talibans ont trouvé la mort depuis le début de la campagne militaire. « Les Soviétiques étaient des ennemis courageux, et leurs soldats étaient capables de faire face à des conditions difficiles. Les Américains sont des êtres de confort. Ils ne pourront pas supporter les conditions difficiles qui les attendent », a-t-il lancé.

Il n'y aura pas de «talibans modérés»

LE MINISTRE des Affaires étrangères du Front uni, l'opposition armée aux talibans, a rejeté hier toute possibilité d'inclure d'éventuels « talibans modérés » dans un futur gouvernement de coalition afghan. « Il n'y a pas de talibans modérés. Le terme de « modérés » ne s'applique pas aux talibans. Les talibans ont à leur programme international cruauté et terrorisme », a déclaré le docteur Abdullah Abdullah au cours d'une rencontre à Douchanbé avec le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer. Membre de l'Alliance du Nord (Front uni), le gouvernement déchu de Burhanuddin Rabbani, le seul reconnu par la communauté internationale, chassé de Kaboul par l'avancée des talibans en 1996, y avait semé le chaos et la guerre.

1,5 million d'enfants risquent de ne pas survivre à l'hiver.

La crise en Afghanistan et dans les pays voisins menace la vie de millions de femmes et d'enfants.

Ils ont désespérément besoin d'abris, de nourriture, d'eau potable et de médicaments.

Nous devons agir maintenant ! Donnez au fonds d'urgence de l'UNICEF.

Oui, je viens en aide aux enfants en danger en Afghanistan et dans les régions avoisinantes.

Voici mon don de : ☐ 50 \$ ☐ 100 \$ ☐ 200 \$ ☐ 1 000 \$ ou \$

☐ Chèque à l'ordre de : Fonds d'urgence de l'UNICEF — Afghanistan et région

Je préfère contribuer par : ☐ VISA ☐ MasterCard ☐ American Express

N° de carte de crédit : _____ Date d'expiration : _____ / _____

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Prov. : _____

Code postal : _____ Téléphone : _____

Retournez à : UNICEF Québec 4474, rue Saint-Denis, Montréal, QC H2J 2L1

LP-Oct 21
N° d'enregistrement : 122 680572 RR0001

unicef 
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Communiquez avec nous maintenant :

1 877 955-3111
www.unicef.ca

LE PARC DU MONT-ROYAL



► Le parc du Mont-Royal fête son 125^e anniversaire en cette année 2001. Afin de souligner l'événement, *La Presse* a publié durant l'été une série de reportages sur l'histoire de ce remarquable espace vert au cœur de la ville.

► Pour les lecteurs qui s'intéressent à l'histoire de Montréal ainsi qu'à ses lieux publics, *La Presse* a préparé des tirés à part des reportages du journaliste Guy Pinard. Une carte couleur exclusive de la montagne accompagne les textes.

► Le tout est présenté dans une élégante pochette de carton imprimée en couleur.



► LE PARC DU MONT-ROYAL
Service des archives de *La Presse*
C.P. 11031, Succ. centre-ville,
Montréal (Québec) H3C 4W8
Télécopieur: (514) 285-6988

Nous vous ferons parvenir votre exemplaire sans frais supplémentaires, dans un délai d'un mois suivant la réception de votre commande. Réservez dès maintenant en remplissant le bulletin ci-jointe et en nous le faisant parvenir par la poste.

☐ Je désire obtenir ____ exemplaire(s) au coût de 5,75 \$ chacun (incluant TPS et TVQ) - Enr. no. TPS R102972338 TVQ 1000516283

☐ Je joins mon chèque ou mandat-poste _____ \$ à l'ordre de *La Presse*, ltée.

☐ Je souhaite effectuer mon paiement par carte de crédit:

☐ VISA ☐ MasterCard

Numéro de carte de crédit: _____

Date d'expiration: _____

Signature: _____

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

App.: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Tél. (résidence): _____ Tél. (bureau): _____

MONDE

La plus dévastatrice attaque de l'armée d'Israël en terre palestinienne depuis la seconde intifada

Huit Palestiniens tués, dont deux femmes et un adolescent

STEVE WEIZMAN
Associated Press

JÉRUSALEM – C’est la plus vaste opération militaire israélienne dans les territoires palestiniens depuis le début de la deuxième Intifada : les blindés de Tsahal ont fait irruption hier à Kalkilya et Tulkarem, portant à six le nombre d’incursions en Cisjordanie en trois jours. Huit Palestiniens ont été tués, dont deux femmes et un adolescent.

Ces incursions israéliennes dans des villes autonomes palestiniennes font suite à l’assassinat mer-

credi de Rehavam Zeevi, le ministre israélien démissionnaire du Tourisme, revendiqué par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Avec cette opération, l’Etat hébreu veut s’attaquer aux groupes radicaux et faire pression sur l’Autorité palestinienne pour qu’elle arrête et lui livre les assassins du ministre.

Israël n’a pas précisé la durée de ces incursions, mais a laissé entendre qu’il ne s’agissait pas de réoccuper les villes de Cisjordanie. « Il n’y a pas de décision idéologique ou stratégique de conquérir ces secteurs et d’y rester », a déclaré la ministre Tsipi Livni à la radio israélienne. « Tout dépend de la façon dont l’Autorité palestinienne réagira. »

De son côté, Washington a vivement critiqué ces incursions qui selon lui « compliquent la situation

et doivent cesser ».

C’est en pleine nuit, vers 3 h du matin, que les blindés israéliens sont entrés à Kalkilya et Tulkarem, deux villes du nord de la Cisjordanie. Les soldats israéliens, qui ont pris position sur les toits de plusieurs maisons, ont été accueillis par des tirs palestiniens. Ils ont riposté, tuant quatre Palestiniens, dont trois policiers, selon des médecins.

Les forces israéliennes ont en outre arrêté cinq militants du mouvement islamiste, dont les quatre frères de l’auteur d’un attentat-suicide en Israël en 1994. Deux membres de la Force 17, unité d’élite palestinienne, ont également été appréhendés.

Selon un porte-parole du gouvernement israélien, Arnon Perlman, Tsahal a bouclé Tulkarem et Kalkilya à la suite d’informations

faisant état de la préparation d’attentats-suicide. Il n’a pas fourni d’autres détails.

De nouveaux affrontements ont par ailleurs éclaté à Beit Jalla, ainsi qu’à Bethléem et dans le camp de réfugiés voisin d’Aïda, à quelques kilomètres au sud de Jérusalem, où l’armée israélienne avait pris position dès vendredi. A Beit Jalla, une Palestinienne de 23 ans qui se trouvait devant la maison d’amis a été tuée hier par des éclats d’obus et des tirs de mitrailleuse israéliens, selon des sources médicales.

À Bethléem, un jeune de 19 ans a été tué par des balles perdues à quelques mètres de la Basilique de la Nativité, site de la naissance de Jésus selon les Évangiles. Selon des témoins, un char israélien a pénétré jusqu’au cœur de la ville avant de se replier dans les faubourg.

Au sud-ouest de Bethléem, toujours en secteur palestinien, un adolescent de 15 ans a été tué par balles par des soldats israéliens à un poste militaire. Selon Tsahal, le garçon venait de blesser légèrement un soldat à l’arme blanche.

Non loin de là, dans le camp de réfugiés d’Aïda, une femme qui rendait visite à des personnes a été tuée par balles après être apparemment tombée entre les tirs croisés échangés par des soldats et des palestiniens.

Parallèlement, l’armée israélienne a renforcé ses positions dans deux autres villes de Cisjordanie, Ramallah et Jénine, où elle avait pénétré jeudi, au lendemain de l’assassinat du ministre. Les services de sécurité israéliens disent avoir arrêté 12 activistes du FPLP à Ramallah.

L'Europe réfléchit à « sa » coalition antiterroriste

PAUL GEITNER
Associated Press

BRUXELLES / BERNE — Après avoir réaffirmé son soutien à la lutte contre le terrorisme, l’Union européenne a évoqué hier à Bruxelles un renforcement de la coopération en la matière avec ses voisins, de l’Islande à la Russie. Cette conférence, qui a rassemblé 40 pays, a posé les bases d’une « coalition européenne contre le terrorisme ».

Les ministres des Affaires étrangères et autres représentants des 13 pays d’Europe centrale et orientale candidats à l’élargissement, ainsi que des pays européens extérieurs à l’UE, tels que la Suisse ou la Norvège, étaient invitées à cette occasion par la Belgique, qui assure la présidence tournante de l’UE.

La Russie, l’Ukraine et la Moldavie étaient aussi conviées à un déjeuner de travail « compte tenu de l’importance du sujet », a expliqué le gouvernement belge dans un communiqué.

À l’issue de la rencontre, les responsables de près de 40 pays ont adopté une déclaration dans laquelle ils affirment leur « soutien sans réserves » à des frappes ciblées afin « d’éliminer le terrorisme à la racine ». Ils promettent également de « n’épargner aucun effort » pour la mise en oeuvre de conventions internationales visant à priver les terroristes de leur sources de financement, et d’étudier les moyens de partager l’information sur les activités terroristes.

« Nous avons créé une coalition européenne contre le terrorisme, avec l’UE en fer de lance », s’est réjoui le Commissaire à l’élargissement Guenter Verheugen.

Les délégués présents à la conférence ont fait part des mesures prises par leurs pays respectifs dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et discuté des moyens de coordonner leurs efforts, notamment en gelant les fonds des organisations terroristes et à traquer le blanchiment d’argent.

« Le secret bancaire n’a jamais protégé et ne protégera jamais les terroristes ni leurs transactions financières », a ainsi affirmé le ministre suisse des Affaires étrangères Joseph Deiss.

Les banques suisses sont tenues, sur le plan pénal, d’informer la justice de manière complète. Même avant l’ouverture d’une procédure pénale, elles doivent annoncer aux autorités l’ensemble des soupçons fondés qu’elles ont à l’égard de transactions en relation avec le crime organisé ou le terrorisme. Et cette annonce est synonyme de blocage immédiat des comptes.

« Il n’y a donc pas de secret bancaire en matière de terrorisme », a souligné le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Joseph Deiss a souligné que la lutte contre le terrorisme international était de longue date une préoccupation de la Suisse et représentait une des priorités de son action.

Mais le gouvernement suisse est aussi conscient du fait que les mesures de lutte contre le terrorisme « peuvent être en conflit avec les principes d’une société libre et tolérante que nous voulons protéger ». La fermeté et la détermination dont il faut faire preuve ne sauraient se faire au détriment de la démocratie, de la justice, et de la dignité de la personne humaine.

« Le terrorisme veut détruire l’État de droit par la violence. Ne tombons pas dans le piège qu’il nous tend », a conclu le chef de la diplomatie helvétique.



Scènes de vie quotidienne au Proche-Orient qui prennent des allures de plus en plus exacerban- tes. Hier, des douzaines de manifestants ont voulu, devant les bureaux du premier ministre Ariel Sharon, à Jérusalem, protester contre les interventions militaires israéliennes en terre palestinienne. Dans l’intervalle, un militant palestinien, à Bethléem, partie de la Cisjordanie, surveillait les environs alors que l’armée israélienne s’adonnait à diverses interventions.



Photos AP

Les Églises chrétiennes de Jérusalem demandent à Israël de partir

Elles supplient les chefs d’Église et la communauté mondiale d’intervenir

d’après AP

BETHLÉEM – Les chefs des Églises chrétiennes de Jérusalem ont lancé un appel hier à la communauté internationale pour inciter Israël à retirer ses troupes de la ville sainte de Bethléem.

« Nous, patriarches et chefs des Églises de Jérusalem, lançons un appel à nos frères et sœurs du monde entier pour leur demander de nous aider à un moment d’urgence nécessité sur la terre sainte », ont déclaré les chefs religieux chrétiens dans un communiqué commun.

« Nous demandons à tous les chefs de l’Église chrétienne et à la communauté internationale d’envoyer d’urgence des représentants auprès du gouvernement israélien pour mettre immédiatement fin à

cette situation intolérable. »

Ce communiqué a été rendu public peu avant que la violence frappe le cœur même du quartier saint de la ville de Bethléem, où un jeune de 19 ans a été tué par des balles perdues sur la place de Manger, à quelques mètres de la Basilique de la Nativité, site de la naissance de Jésus selon les Évangiles.

Il n’y a eu aucun affrontement près de la Basilique et il semble que la victime, Johnny Thaljieh, ait été tué par une balle de mitrailleuse tirée de loin.

Il y a eu toutefois de nombreux affrontements hier dans le centre de Bethléem. Les chars de Tsahal, qui maintenaient leur contrôle sur un carrefour stratégique de la ville, ont tiré des obus sur un poste de police.

Des hélicoptères de combat de l’armée israélienne ont également lancé des missiles sur un bâtiment d’où des hommes armés se préparaient à une attaque, selon

Tsahal. Les Palestiniens ont déclaré que l’immeuble en question était vide au moment de la frappe aérienne qui a légèrement blessé deux passants.

Les hôpitaux de la ville ont signalé que trois tireurs Palestiniens figuraient parmi les 15 blessés soignés dans la nuit et l’armée israélienne a déclaré que ses troupes ont essuyé des tirs à de nombreuses reprises.

Hier, les troupes israéliennes ont renforcé leurs positions dans la ville et installé des snipers sur les toits de deux hôtels de luxe de Bethléem. Un char a été placé à l’entrée de l’hôtel de luxe Jacir Palace Inter-Continental.

Le municipalité de Bethléem a déclaré hier qu’elle allait écrire à l’Organisation des Nations unies et au Vatican, pour « leur demander de faire pression sur le gouvernement israélien pour qu’il cesse d’attaquer notre peuple ».

Un mois après la catastrophe, Toulouse tente de se reconstruire

MURIEL BRACHET
Agence France-Presse

TOULOUSE — Un mois après l’explosion dévastatrice de l’usine chimique AZF, Toulouse (sud-ouest) tente de se reconstruire alors que la population traumatisée exige le départ du pôle chimique de la ville, quelle que soit l’issue de l’enquête judiciaire.

Quatre semaines après le pétifiant « bang » qui a fait 30 morts et près de 2500 blessés, selon un bilan encore provisoire, les stigmates de l’explosion sont encore bien visibles dans les rues proches du site d’AZF appartenant au groupe TotalFinaElf.

Fenêtres éventrées, portes vitrées

remplacées par des panneaux de bois, bâches plastiques colmatant les larges brèches des toits : presque partout, le provisoire domine encore alors que les artisans sont submergés par l’ampleur de la tâche.

Pour y faire face, le député-maire de la ville, Philippe Douste-Blazy (UDF-centre), a demandé à l’État des mesures incitant les entreprises à venir travailler à Toulouse.

« Quelque 11 000 familles vivent aujourd’hui dans des logements dont l’état ne sera plus acceptable cet hiver », s’est-il alarmé.

Selon les estimations des assureurs, l’explosion a provoqué 1,52 à 2,28 milliards d’euros de dégâts (10 à 15 mds de francs).

Au total, plus de 25 000 logements ont été endommagés à des degrés divers. Une partie des mille foyers les plus gravement atteints a été relogée, dans des habitations de fortune. Pour les autres, un délai d’un mois sera encore nécessaire, estime le sous-préfet à la ville Sylvain Mathieu, qui compte notamment sur les premières réquisitions de logements vacants, à partir de la semaine prochaine.

Pour les indemnisations, l’information judiciaire pour « homicides et blessures involontaires » ouverte par le parquet permettra de décider qui, de l’État, des compagnies d’assurances ou du groupe TotalFinaElf, paiera finalement « la facture » du 21 septembre.

Mais dès les premières heures qui ont suivi la catastrophe, les habitants des quartiers sinistrés et les défenseurs de l’environnement ont placé au banc des accusés l’usine de TotalFinaElf et ses voisines Tochimie et la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE).

Une semaine après le drame, plus de 15 000 Toulousains descendaient dans les rues pour réclamer le départ immédiat de ces « usines de mort », une exigence dont s’est fait l’écho M. Douste-Blazy, selon lequel « il n’y aura pas de reconstruction sans déménagement ».

Dans la foulée de nombreux élus, le président français Jacques Chirac a enfoncé le clou, estimant la semaine passée que « des raisons d’ordre technique et psychologique

justifient et imposent le déplacement du site ».

La thèse d’une déflagration accidentelle due à un enchaînement de circonstances et à des lacunes dans la sécurité du site, se confirme de jour en jour, même si la moindre piste continue d’être explorée, souligne-t-on de source judiciaire.

Cependant, en l’absence d’explication simple de l’explosion des 300 tonnes de nitrate d’ammonium, les experts recherchent toujours un élément déclencheur.

Mélange inépuisable de matières ou substances, taux d’humidité, température, infiltrations, tout est passé au crible, méticuleusement analysé pour identifier l’étincelle ». Les investigations risquent d’être encore longues.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

THE WALL STREET JOURNAL

The Observer

TIME

INDEPENDENT

Herald Tribune

Zut ! Pas (encore) de preuve contre l'Irak

Attente fébrile, au pourtour de la Maison-Blanche, d'un élément capable d'élargir la guerre d'Afghanistan

Malgré les bombardements musclés contre l'Afghanistan, spectaculaires comme toujours, Washington et ses alliés font surtout dans la dentelle ces jours-ci : le gros des efforts depuis les attentats du 11 septembre, compliqués par l'apparition du bacille du charbon dans le décor, vise à débusquer les terroristes. On suit de près, dans les médias importants, les grandes manoeuvres qu'amorce l'institution clé de cette opération, la Central Intelligence Agency (CIA). On   pie la CIA, qui veut savoir quelle est la filiation exacte entre un Oussama ben Laden et les événements, mais qui sur un mode mineur fouille aussi du côté de l'Irak, certains milieux de Washington escomptant de ce côté-là un résultat majeur : la preuve d'une implication de l'Irak, qui justifierait une attaque militaire en règle contre le pays de Saddam Hussein.

Cette preuve n'existe pas. Même les services d'espionnage israéliens — Israël étant virtuellement la première bénéficiaire de l'effondrement du menaçant Saddam — n'ont pas réussi à établir de liens entre l'Irak et les attentats du 11 septembre. Press  s de question là-dessus par la classe politique israélienne, les services de renseignement ont répondu par un NON très net, rapporte le *New York Times*. Ce que confirme un rapport analogue de la police fédérale américaine, le FBI, si on en croit un ex-proche collaborateur du président Clinton, que cite le journal.

Mais maintenant que la perspective d'une guerre bactériologique est venue alourdir le drame, les tenants d'une guerre totale contre l'Irak reprennent espoir, évoquant les stocks létaux dont disposerait Saddam.

L'essentielle preuve

On admet généralement que c'est le sous-secrétaire à la Défense des   tats-Unis, Paul Wolfowitz, qui dirige la campagne en faveur d'une attaque massive contre l'Irak. L'épaulent plein d'anciens collègues du président Bush père, qui ont repris du service dans l'entourage de Bush fils. Le *Wall Street Journal* rappelait la semaine dernière que sous Bush père, la perspective d'une attaque bactériologique déclenchée par Saddam Hussein avait crée une commotion telle à la Maison-Blanche qu'on avait envisagé sérieusement de recourir à l'arme nucléaire contre l'Irak. On n'en est pas là aujourd'hui, poursuit le journal, mais la moindre preuve d'une relation entre l'Irak et les effluves du bacille du charbon décelés aux   tats-Unis



donnerait certainement le signal d'une attaque en règle contre l'Irak.

Les scénarios ne manquent pas au Pentagone. L'hebdo britannique *The Observer*   voquait en manchette, dimanche dernier, qu'on pourrait, avec l'appui ouvert des Américains, faire intervenir contre Saddam les rebelles kurdes du nord en même temps que les musulmans chiites du sud, pendant qu'on préparerait activement la succession de Saddam Hussein    Londres, où réside une opposition irakienne en exil.

Un peu tout le monde, dans les services secrets, soupçonne l'Irak de disposer encore de stocks importants d'armes bactériologiques et chimiques. L'Irak, récupératrice de spécialistes de la guerre bactériologique frappés par le chômage après la chute de l'empire soviétique, avait admis en 1995, rappelle le magazine *Time*, avoir produit, entre autres, 8500 litres de bacille du charbon liquide qui furent ultérieurement détruits par une agence de l'ONU. Mais divers services de renseignement estiment que Saddam devrait encore conserver dans son arsenal jusqu'à quatre fois ce volume. De quoi alimenter les spéculations sur le rôle que pourrait jouer l'Irak dans la présence actuelle du bacille du charbon sous le firmament américain.

Un fil bien tenu

La décision d'attaquer ou non

l'Irak à ce moment-ci paraît tenir à un fil bien tenu : la moindre preuve — preuve que pourrait, mieux que d'autres, fournir la CIA — qu'un lien existe entre, d'une part, les attentats du 11 novembre et/ou la présence du bacille du charbon sous le firmament américain, et d'autre part Oussama ben Laden et/ou Saddam ; ou, bien sûr, entre ces deux derniers.

Le sous-secrétaire à la Défense Wolfowitz est sur les charbons, si l'on peut dire : il a chargé l'ex-patron de l'agence, R. James Woolsey, de trouver cette preuve.

Dans l'intervalle, tout un personnel périphérique s'agite. Un sénateur d'envergure, le républicain Orrin Hatch, membre à la fois des commissions sénatoriales sur le renseignement et sur la justice, et qui, à ce titre, a accès à des briefings privilégiés émanant des services secrets, se dit « très confiant » (*very confident*) d'en arriver à la démonstration de cette preuve, rapporte le quotidien britannique *The Independent*. Ce niveau de langage, en soi, en dit long sur l'ambiance président à la quête de la vérité.

Au siège des Nations unies à New York entre-temps, l'ambassadeur des   tats-Unis, John Negroponte, a déjà apostroph   son vis-  vis irakien Mohammed Douri : si nous avons la moindre preuve d'une intervention de votre part, « il y aura une attaque militaire contre vous et vous serez battus ».

Tout est possible, mais les beaux schémas capables d'alimenter les rêves des vautours antiterroristes ne tiennent pas toujours la route. Un tyran plutôt la  cisant façon Saddam Hussein, lui-même aux prises avec ses propres bandes de fous-de-Dieu en Irak, se méfie d'instinct de cette espèce de fou-de-Dieu-en-chef qu'est ben Laden, note *The Independent*. Cela dit, les deux partagent la haine des   tats-Unis, ce qui est facteur d'alliance, mais ne constitue pas une « preuve » de quoi que ce soit.

Une version à consonance CIA, exprimée par son ex-directeur du contre-espionnage, Vince Cannistraro : impressionné par les succès d'Al-Qaeda dans ses attentats contre les ambassades des   tats-Unis en Afrique de l'Est, Saddam aurait offert par voie diplomatique    ben Laden et son groupe refuge permanent en Irak, mais ce dernier aurait refusé. Message : on ne s'entend pas nécessairement parce qu'on déteste les   tats-Unis.

Alors on scrute le décor : Abdul Rahman Yasin par exemple, fils d'immigrant irakien installé en Indiana, a été interrogé en profondeur par la police après le premier attentat contre le World Trade Center en 1993. Sans résultat. Il s'est réfugié en Irak par la suite.

La parole est à la CIA

Tout ça paraît bien faible, mais

  videmment il y a ces choses que l'on sait grâce à la CIA, et toutes celles que l'on ne sait pas, mais que la CIA sait. Le danger — historique — est évident : les choses que virtuellement la CIA voudrait que l'on sache... sans qu'elle les sache elle-même. La moindre bavure, même involontaire, ici, peut faire monter la « guerre » d'un cran, faire éclater le Moyen-Orient — pétrole et Israël en fond de scène — par une attaque en règle contre l'Irak.

Une perspective qui, paraît-il donne des cauchemars au secrétaire d'  tat Colin Powell, qui a réussi jusqu'  ci à contenir la vague et qui pense aux lendemains d'une attaque contre l'Irak. D'où le souci des grands imprimés américains de suivre à la loupe — et avec combien de circonspection — ce qui se passe dans « *the company* », la CIA.

David Ignatius, patron de la rédaction au *International Herald Tribune*, a délaissé un moment ses bureaux parisiens pour aller voir ce qui se passe à Washington sous ce rapport.

Au bilan, il rentre à Paris rassuré sur les nouvelles orientations prises par la célèbre agence, dont tout le monde a signalé les carences au lendemain du 11 septembre.

D'abord y'a pas que des carences et M. Ignatius lève son chapeau en passant : la CIA a probablement évité des catastrophes à la faveur de la célébration du nouveau millénaire, à l'aéroport de Los Angeles (Ressam) et ailleurs. Autres succès : prévention l'été dernier d'attaques contre des ambassades américaines au Yémen et dans deux capitales européennes.

Ce qui intéresse la CIA présente-ment, dit M. Ignatius, c'est la reconstitution — essentielle dans la lutte actuelle contre le terrorisme — du célèbre réseau mondial d'espionnage qui a si bien contribué à tenir tête à l'expansion du communisme durant la guerre froide. Mais cette fois, l'ennemi présente une configuration bien différente : il n'arbore ni croix gamm  e ni marteau/faucille, c'est un cam  leon fut   capable de se fondre partout dans les moindres replis de la planète.

Mais le réseau mondial de la CIA, dit-il, se reforme rapidement, avec des antennes partout. Et le nerf de la guerre pourrait bien être l'argent. « L'argent qui est capable d'accomplir des merveilles », note-t-il. Bon.

Va pour l'avenir. Reste qu'il appert que c'est la CIA qui se trouvera à décider, à toutes fins utiles, si la « guerre » d'Afghanistan, demain ou après-demain, s'étendra à l'Irak ou ailleurs. Brrr !



FINANCIAL TIMES

Dérapage

ON SENTAIT L'EUROPE devenir, ces derniers temps, une sorte de contre-poids diplomatique aux   tats-Unis, que même des observateurs américains saluaient, devant la tournure un brin fantasque que prenait la diplomatie américaine sous George W. Bush. Le 11 septembre aura cassé, du moins provisoirement, cette tendance. Sous l'effet du drame, les citoyens d'Europe, où qu'ils soient, demandent d'abord à leur propre « gouvernement national » qu'est-ce qui arrive et qu'est-ce qu'on doit faire, note la chroniqueur Judy Dempsey, du *Financial Times*, de Londres. On peut penser que le même phénomène se produit, à rebours, chez les élites nationalistes du Québec qui respectent volontiers à ce moment-ci l'initiative du « gouvernement national ». L'Europe des derniers mois nous avait habitués à des prises de position originales dans divers domaines : le protocole de Kyoto, une voix unique dans le dossier des Balkans, dans celui du bouclier antimissile, une critique concertée de la politique américaine au Proche-Orient. Les mandarins de Bruxelles constatent avec dépôt, depuis le 11 septembre, que l'Union européenne ne dispose tout simplement pas des institutions et de la légitimité qui lui permettraient d'agir rapidement en pareille situation, tant au plan diplomatique que militaire.



Newsweek

D  boulonnage

IL DOIT RIRE AUJOURD'HUI sous sa moustache (il ne porte pas de barbe, mais une énorme moustache), le chroniqueur économique Robert J. Samuelson. Il a déjà dénoncé, il y a une couple d'années, dans un article qui avait fait la couverture de *Newsweek* — et laissé le milieu financier pantois —, le caractère hautement artificiel des comportements boursiers    gogo, le déchaînement de consommation auquel il donnait lieu, et le culte qu'on vouait au présumé grand-prêtre du phénomène, le président de la Federal Reserve (la banque centrale), Alan Greenspan. Ce dernier, écrivait la semaine dernière Samuelson, a laissé porter, mais n'a jamais souscrit aux mérites qu'on lui attribuait, si ce n'est celui de pouvoir jouer, dans la mesure de ses moyens, avec cet instrument qui consiste à relever ou baisser le taux d'intérêt directeur. Or cet instrument clé d'une politique monétaire se révèle, dit-il, d'une impuissance remarquable dans le climat de d  r  ute qui affecte l'économie américaine. Oubliez le drame du 11 septembre : du premier janvier à ce jour, la Fed, par galettes de quart et de demi-points, a fait passer le taux directeur de 6,5 % à 2,5 %, sans effet remarqué sur la croissance. Le Japon a joué du même instrument depuis longtemps et atteignait le 0 % de taux directeur en 1999, sans que l'économie cesse de crouler : le volume des prêts bancaires y baisse régulièrement depuis 45

mois maintenant. L'auteur souligne les limites de semblable politique. Aux   .-U., seuls les prêts aux entreprises emboîtent le pas : le taux ordinaire est effectivement passé de 9,5 % à 5,5 % depuis janvier... mais cela n'a pas empêché une baisse de 27 milliards \$ US des prêts consentis aux commerces et aux industries en 2001. Mais la mesure de la Fed n'a à peu près rien changé au taux imposé aux détenteurs de cartes de crédit. Quant aux hypothèques et aux obligations, elles ont connu une baisse de taux fragmentaire : le taux hypothécaire courant en septembre 2001 atteignait 8 %, en baisse de seulement un point par rapport à septembre 2000, même si le président de la Fed, lui, y est all   d'une baisse de quatre points depuis le jour de l'An. Robert J. Samuelson en conclut qu'on a surévalué les pouvoirs réels du président de la Fed, tout comme d'ailleurs l'impact véritable de la « nouvelle économie » sur la croissance. La politique monétaire, dit-il, ne peut être efficace que dans un terreau fertile et engrais  , fait de marchés financiers en santé, de réglementations gouvernementales avantageuses, de conditions favorables du commerce international, mais aussi d'un état de fait culturel : le sens du travail et le goût du risque à un moment psychologique donné. Autant de facteurs, dit-il, qu'on a négligés dans d'adulation portée au président de la Fed.



Herald Tribune

Décrochage

SI LA CIA et le FBI souhaitaient piger dans le bassin d'étudiants arabophones —   trangers ou américains — pour garnir leurs bataillons d'espions, ils devront faire vite : des milliers de ces jeunes ont, soit interrompu, soit abandonné leurs études dans les institutions américaines de haut savoir depuis le 11 septembre. Même des écoles islamiques ont carrément choisi de fermer leurs portes, indique le *International Herald Tribune*. Dans la seule Université de l'état de Washington, 61 des étudiants arabophones inscrits sur 160 ont tout simplement choisi de retourner dans leur pays. Le Conseil des relations américano-islamiques, à Washington, reçoit quelque 600 plaintes par année de discrimination envers des étudiants arabophones ; dans les deux semaines suivant le 11 septembre, il en a reçu 800. Plusieurs de ces plaintes proviennent d'écoles islamiques. On en compte 400, réparties surtout sur les côtes est et ouest et dans des villes comme Chicago et Detroit. C'en est au point où des étudiants musulmans demandent à changer de nom, ou coupent leur barbe et se donnent des allures qui puissent les faire passer pour des latinos. On signale des cas isolés d'individus battus ou agressés, mais c'est surtout le regard des autres qui, dans la vie quotidienne, leur rend la vie difficilement supportable.

Forum



PHOTO REUTERS

Un hélicoptère de la Navy se pose sur le pont du *USS Carl Vinson*, l'un des trois porte-avions qui croisent dans les eaux de la mer d'Arabie (en arrière-plan un avion de combat F-14 Tomcat). Vendredi, les autorités américaines ont fait savoir qu'un hélicoptère s'est écrasé au Pakistan, tuant les deux membres d'équipage qui prenaient place à bord.

Vers une 3^e phase ?



JEAN-FRANÇOIS RIOUX

L'auteur est directeur de recherche à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

Les Américains n'envisagent pas encore d'opérations terrestres à grande échelle.

MAINTENANT QU'IL est devenu officiel que les autorités américaines ont déployé des unités de commandos sur le terrain en Afghanistan, plusieurs affirment que cette deuxième phase du conflit sera marquée par une grande offensive terrestre. Cependant, les Américains n'envisagent pas encore d'opérations terrestres à grande échelle. Ils croient que leurs objectifs pourraient être atteints sans passer par cela. Une grande campagne terrestre constituerait donc une troisième phase.

Le début de la deuxième phase nous donne l'occasion de réfléchir au déroulement de la guerre et sur ses dénouements possibles. Voyons donc quels sont les objectifs politiques, les moyens et les problèmes stratégiques des Américains et des autres protagonistes de ce conflit.

Les États-Unis

L'objectif principal des États-Unis est d'éliminer le réseau terroriste d'Oussama ben Laden. Comme l'Afghanistan a refusé de livrer le célèbre terroriste et ses comparses, les Américains ont décidé de mener des opérations militaires dans ce pays dans le but de faire tomber le régime taliban, puis de capturer ou éliminer les dirigeants d'Al-Qaeda. Tout cela doit être effectué assez rapidement, pour éviter la radicalisation du monde islamique, réduire les coûts économiques de la guerre et limiter la crise humanitaire qui sévit en Afghanistan.

Les Américains ne désirent donc pas s'engager dans une guerre longue et coûteuse. Ils ont trois cartes maîtresses en main pour mener leur campagne. D'abord, ils contrôlent le ciel afghan grâce aux attaques de précision menées depuis dix jours contre les installations antiaériennes et de communication des talibans. Ces bombardements ne visent pas de cibles civiles, mais on craint que des civils y aient perdu la vie (même si les chiffres avancés par les talibans à ce sujet sont sans doute très exagérés). Leur domination aérienne permet aux Américains de mieux observer et coordonner leurs opérations spéciales sur le terrain, d'appuyer l'offensive de l'Alliance du Nord et de larguer des provisions vers les réfugiés afghans.

Deuxièmement, les Américains utilisent des troupes terrestres d'élite dans un certain nombre d'opérations spéciales. Ces missions, comme on a pu le voir hier à la télévision, impliquent des largages de parachutistes et leur récupération ultérieure par les hélicoptères du porte-avions *Kitty Hawk* croisant à mille kilomètres de là.

Depuis vendredi, les unités spéciales comme les Rangers et les Bêrets verts remplissent plusieurs missions en Afghanistan. Ils doivent découvrir les lieux de déploiement des forces talibanes et leurs moyens de défense. En effet, l'observation aérienne ne peut pas toujours révéler certaines choses comme les installations camouflées, les abris enterrés et les champs de mines. Ces quelques dizaines d'éclaireurs américains sont trop peu nombreux sur le terrain pour dé-

truire un grand nombre d'objectifs majeurs. Cependant, ils travaillent de concert avec l'aviation car ils peuvent guider les appareils américains par radio et pointer des rayons laser qui guident les missiles vers leurs cibles.

On peut soupçonner que, pour compléter la collecte de renseignements, les forces spéciales essaient de capturer des combattants afghans pour les interroger. Ils tentent aussi d'entrer en contact avec des transfuges, des déserteurs, des réfugiés et des représentants de l'opposition.

Évidemment, les forces spéciales ont aussi pour mission de découvrir et d'éliminer ben Laden. Les opérations terrestres américaines visent surtout la zone de Kandahar, au sud du pays, le berceau de l'ethnie pachtoun et des talibans. En effet, on suppose que c'est là que ces derniers offriront la plus forte opposition à leurs ennemis et on croit que ben Laden s'y cache. Il n'est pas sûr que les Américains sachent déjà où est le repaire du terroriste, mais ils estiment que l'aviation sera insuffisante à la tâche de l'en déloger.

Il faudra peut-être que les troupes d'élite pénètrent et combattent dans des cavernes et des tunnels complexes, jonchés d'obstacles, de pièges et de mines. Les Américains risquent alors de subir de nombreuses pertes contre des adversaires résolus à mourir plutôt que de se rendre. Toutefois, il est évident que les militaires d'élite sont préparés au sacrifice ultime.

Le dernier atout des Américains, c'est l'Alliance du Nord, cette armée disparate et factieuse, mais qui est très aguerrie et dont le moral est très élevé. Pour le moment, l'Alliance constitue la véritable armée des Américains au sol. Elle mène l'offensive et c'est

elle qui occupera le terrain abandonné par les talibans. Les Américains offrent pour l'instant un appui terrestre limité à cette armée, probablement sous la forme d'équipes antichar, d'éclaireurs pour l'aviation et de spécialistes des communications.

Le problème actuel des Américains est que la supériorité numérique des talibans empêche l'Alliance de leur porter rapidement le coup décisif, ce qui permettra peut-être à certaines forces des talibans d'échapper à la défaite. De plus, les Américains ne peuvent pas compter sur une offensive à long terme de toutes les troupes de l'opposition contre les régions pachtounes car, une fois leurs objectifs immédiats atteints, nombre de chefs de guerre de l'Alliance pourraient délaisser le combat. Cependant, les Américains exigeront sans doute de leurs alliés une offensive qui mettrait de la pression sur les régions pachtounes. Comme ces provinces seront méfiantes face à l'Alliance, il faudra les ménager et tenter de les séduire, notamment en leur offrant de l'aide humanitaire.

L'Alliance du Nord

Au cours des prochaines semaines, et maintenant que l'armée américaine a commencé à déployer des troupes au sol, l'objectif fondamental de l'armée de l'Alliance du Nord est plus que jamais de renverser le régime des talibans et de former un gouvernement de coalition qui donnera plus de pouvoir aux minorités tadjiks, ouzbeks et hazaras dans le pays. Cependant, il ne faut pas oublier que certains des seigneurs de la guerre de l'Alliance cherchent simplement à remettre la main sur leurs fiefs d'autrefois, ce qui d'ailleurs pose un risque d'autres conflits armés dans l'avenir.

Pour arriver à ses buts, l'Alliance va commencer par tenter de prendre Mazar-e-Charif et Kaboul qui sont à sa portée. Dans ce but, les Américains lui fournissent déjà l'appui aérien et les Russes lui envoient des blindés. Ensuite, l'Alliance n'aura peut-être pas besoin de poursuivre avec force vers le sud et l'est du pays, car après quelques défaites, les talibans accepteront probablement de céder ou de partager le pouvoir.

Les talibans

Les talibans savent qu'ils ne pourront pas tenir la capitale et le nord du pays bien long-

temps. Leur objectif de guerre immédiat est de conserver le contrôle des régions pachtounes et de les renforcer au point où leur conquête militaire soit trop coûteuse pour l'Alliance et pour les forces occidentales. De là, les talibans pourraient négocier un pacte de gouvernement avec leurs rivaux. Ils pourraient même tenter de vendre ben Laden dans le but d'obtenir un meilleur marché avec les Américains.

Pour arriver à leurs fins, les talibans devront toutefois renoncer à se battre pour l'honneur et transférer leurs effectifs de Mazar-e-Charif et de Kaboul vers les régions méridionales, car une débâcle militaire de ces corps d'armée pourrait entraîner un désastre général.

Ben Laden

Il semble que le but de ben Laden était de susciter une offensive américaine qui aurait pour résultat d'enflammer le monde arabomusulman et de mener à la chute des régimes comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte ou le Pakistan, pour ne nommer que ceux-là. Pour l'instant, les desseins du terroriste saoudien ne se sont pas réalisés, car l'opposition à l'intervention américaine demeure assez limitée.

Ben Laden sait qu'il ne pourra pas sortir vivant de l'Afghanistan, sauf les menottes aux poings. Il voudra donc vendre sa vie le plus chèrement possible en espérant que son martyre puisse mobiliser les masses musulmanes. Il prépare sans doute aussi des attaques terroristes contre des pays étrangers, attaques qui continueront dans le monde même après sa mort ou sa capture.

En définitive, il est très plausible que l'Alliance du Nord et les talibans finissent par remplir leurs objectifs respectifs qui sont de maintenir leurs bases régionales et de signer un nouveau pacte de gouvernement. Pour leur part, les terroristes d'Al-Qaeda feront tout en leur pouvoir pour offrir une forte résistance qui galvanisera leurs admirateurs dans le monde musulman. Cependant, on ne sait pas si leur martyre aura un effet déterminant sur la survie des régimes arabes pro-occidentaux. Quant aux Américains, il semble bien qu'ils abattront le pouvoir taliban et ben Laden, mais il est encore trop tôt pour dire si ce sera au prix d'une longue campagne militaire et de nouveaux actes terroristes dans le monde occidental.



PHOTO REUTERS/MINISTÈRE DE LA DÉFENSE AMÉRICAINE

Plus d'une centaine de soldats membres de troupes d'élite ont effectué des raids de nuit vendredi contre les talibans près de Kandahar. Les autorités militaires n'ont rapporté aucune perte de vie au cours de ces interventions et tous les soldats ont été évacués par les airs, rapporte encore l'armée.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Un peu d'audace, s'il vous plaît

Voici le deuxième d'une série de cinq articles dans lesquels l'équipe éditoriale de La Presse propose sa vision du nouveau Montréal.



MICHELE OUIMET
michele.ouimet@lapresse.ca

Une ville peut être belle. Québec l'a prouvé en réparant quelques outrages, comme l'autoroute Dufferin construite à la fin des années 1960. Boston aussi a osé : elle investit 16 milliards pour enfouir son affreuse autoroute suspendue qui défigure le centre-ville comme une immense balafre d'acier.

Et Montréal ? Rien de bien audacieux. L'autoroute Métropolitaine est toujours là. Jamais l'idée de l'enterrer ou de s'en débarrasser n'a été envisagée sérieusement.

Le 1^{er} janvier, une nouvelle ville, qui épouse les contours de l'île, va naître. Un moment historique. Pourtant, aucun projet urbain, aucune vision n'a été proposée. Au contraire, Montréal vit plutôt sur la défensive depuis que le maire Bourque est au pouvoir. Plusieurs espaces verts ou bâtiments patrimoniaux ont failli périr sous la hache des promoteurs. Sans la vigilance des comités de citoyens, la ville aurait perdu quelques joyaux. Et que dire de la montagne. Les Montréalais doivent se battre pour la préserver des constructeurs de condos.

L'adversaire de Pierre Bourque, Gerald Tremblay, n'a rien de bien excitant à proposer. Dans son catalogue de promesses, il indique qu'il mettra à jour le plan d'urbanisme et qu'il « mobilisera la société civile pour réaliser des projets concrets de développement local ». Ça sent la gestion à la petite semaine et l'absence de vision.

Les villes nord-américaines ont beaucoup souffert de la mode béton et de la tyrannie de l'auto. Les citadins se sont réfugiés dans des banlieues plus accueillantes et le cœur urbain s'est vidé, appauvri, étioilé. Montréal n'a pas échappé à cette tendance.

Mais depuis une vingtaine d'années, les villes ont retrouvé un second souffle. Elles ont compris que le développement économique à tout prix n'était pas la solution et que les citadins ne voulaient pas vivre dans un espace tapissé de tours, d'autoroutes et de stationnements. Désormais, elles se préoccupent de la chose urbaine. À la vague démolition et construction des années 1960-1970, a succédé la période rénovation et revitalisation.

Québec est un bon exemple. Depuis 12 ans, le maire Jean-Paul Allier a pris les choses en main.

La fameuse autoroute Dufferin, horrible mais efficace, sera redessinée sur un tronçon d'un demi kilomètre. Une voie sera enlevée, les trottoirs refaits, des arbres plantés, etc. Coût de la chirurgie esthétique : 17 millions.

Le vieux quartier Saint-Roch renaît. La moitié des résidents avaient fui ce coin de la ville défiguré. Aujourd'hui, il est devenu l'endroit *in* et branché de Québec.

Au total, la ville investira près de 800 millions pour retrouver son ancienne beauté.

Pour qu'une ville soit accueillante, elle doit d'abord discipliner l'automobile. Mais pour ce faire, les politiciens doivent faire preuve de sensibilité, de volonté et d'audace. Plusieurs villes ont fait le pari d'embellir leur environnement, de restaurer leurs vieux bâtiments et d'innover. Certaines ont même été avant-gardistes.

Poussé par un maire visionnaire, Denver, au Colorado, a complètement transformé sa rue principale.

Elle a banni l'auto et instauré un système d'autobus gratuits qui passent à toutes les deux minutes. Au milieu de l'artère, la ville a aménagé un terre-plein avec des arbres.

Curitiba, une ville de 1,6 million d'habitants située au sud du Brésil, a révolutionné le concept urbain. Le maire a élaboré un plan audacieux axé sur le transport en commun : autobus très performants, secteurs du centre-ville rasés puis transformés en parcs, cours d'eau dépollués, vaste programme de recyclage de déchets, construction de logements sociaux pour remplacer les taudis.

L'Europe, elle, a une longue tradition de transport en commun. La plupart des villes proscrirent les voitures dans certains secteurs. Londres a poussé très loin cette interdiction : à partir de 2003, les automobilistes devront payer une dizaine de dollars pour avoir accès à la zone centrale de la ville. Du jamais vu en Europe. Le maire Ken Livingstone veut modifier radicalement les habitudes des Londoniens. L'argent généré par ce péage révolutionnaire servira à financer le transport en commun.

Montréal n'a aucun grand projet urbain. Pour l'instant, la future ville est une tour de Babel qui ne possède pas d'unité architecturale. Mais elle peut innover, oser, lancer des plans audacieux. Pour cela, elle a besoin d'un maire qui n'a pas froid aux yeux.

DEMAIN :
Le théorème du carreau cassé

qui compte vraiment : C'est la mienne. »
CHRISTIAN TREMBLAY
Montréal

Un Tango bienvenu !

J'AI APPRIS le lancement par Air Canada du nouveau service Tango, qui proposera à compter du 1^{er} novembre des vols au Canada et aux États-Unis à tarifs économiques. Bien que plusieurs aient profité du fait qu'Air Canada éprouve actuellement des difficultés pour critiquer toute initiative de la compagnie dont le nouveau service Tango, je tiens au contraire à lui dire « Bravo ! ».

En tant que consommateur (ou consommatrice), j'estime que l'introduction d'un nouvel acteur dans le marché des vols économiques ne peut qu'être profitable. En effet, une saine concurrence entraînera un plus grand choix de destinations et d'horaires ainsi que des tarifs plus compétitifs.

En lançant Tango, Air Canada démontre une sensibilité à l'égard des consommateurs qui désirent un bon rapport qualité-prix sans avoir à se faire imposer des services qu'ils n'utilisent pas.

NATHALIE CHEROUI
Montréal



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

L'héritage de Mike Harris

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays.
La traduction est de La Presse



(Globe and Mail, 17 octobre)

CHANTANT LES louanges de son gouvernement lors de l'annonce de sa démission, le premier ministre ontarien Mike Harris y est allé d'une formidable litote : « Au cours des six dernières années, dit-il, je crois que nous avons changé la politique en Ontario. »

En effet. Pour le meilleur et pour le pire.

La plus importante contribution de M. Harris à la vie politique aura été de briser cette attitude profondément ancrée chez de trop nombreux Ontariens selon laquelle les ressources publiques leur sont dues sans limites. Il s'est attaqué au déficit budgétaire. Il s'est préparé à subir les attaques d'une opposition nombreuse pour créer, au profit de tous les citoyens, une fonction publique plus responsable et plus efficace.

Mais on se souviendra aussi de lui pour les discordes que son gouvernement a nourries, citadins contre campagnards, nantis contre démunis, écoles publiques contre écoles privées. Et également pour le mépris avec lequel il a traité ceux qui affichaient leur désaccord. Il a ainsi rendu l'arène poli-

tique plus mesquine, héritage dont il n'a pas parlé cette semaine.

En 1995, les électeurs ontariens, qui avaient tâté des tendances dépen-sières des libéraux de David Peterson et de la nounoucratie des néo-démocrates de Bob Rea et avaient trouvé que ces gouvernements avaient laissé à désirer, se tournent vers les conservateurs de M. Harris. (...)

Leur programme, la « révolution du bon sens », contient des promesses de réduire les impôts, de sabrer les dépenses gouver-

nementales et de restructurer la bureaucratie. (...) M. Harris fit comme si sa victoire aux élections de 1995 lui donnait carte blanche pour effectuer des changements de grande envergure. Il abaissa les impôts, restructura le système d'éducation et celui des soins de santé (avec moins de succès), coupa de moitié le nombre de prestataires de l'aide sociale. Profitant de l'essor économique nourri par l'expansion aux États-Unis, il réussit en quelques années à éliminer le déficit annuel même après avoir réduit les impôts des particuliers, ceux des sociétés et le taux d'impôt applicable aux gains de capital. L'Ontario est encore aux prises avec une dette accumulée considérable, mais on doit rendre hommage à M. Harris pour avoir ramené la responsabilité fiscale dans une province où elle était absente depuis des an-



Mike Harris

nées. (...) Le gouvernement a aussi décidé, à juste titre, de confier des services de portée locale aux gouvernements locaux. Mais l'un des résultats de ce changement fut de laisser Toronto et d'autres villes sans l'argent nécessaire pour assumer leurs nouvelles responsabilités. L'effondrement du programme de logement social a contribué à la création d'une nouvelle génération de sans-logis. Les systèmes de transport en commun essentiels au bon fonctionnement des villes se désagrégent faute de moyens. (...)

Au moment où le premier ministre démissionne, les conséquences de ces actes continuent de le hanter. Les morts provoquées par *Escherichia coli* l'an dernier à Walkerton furent le résultat d'actions d'un responsable local de service public, mais des preuves soumises lors de l'enquête sur cette affaire ont mis en cause le démantèlement, par le gouvernement ontarien, d'un système de détection rapide. Et il apparaît de plus en plus vraisemblable que l'on a fait feu sur un manifestant autochtone en 1995 à la suite d'un ordre du bureau du premier ministre visant à mettre fin à la manifestation immédiatement.

Il faut reconnaître tout le mérite de Mike Harris dans ses efforts pour écarter l'Ontario d'une voie fiscale qui aurait pu s'avérer désastreuse. Ceux d'entre nous qui partagent ses aspirations de réforme, en particulier dans le secteur de l'éducation, doivent espérer que l'Ontario aura un leader moins porté à mettre en oeuvre cette même volonté de réforme en divisant la province en deux camps.

Mesures énergiques à Ottawa



(The Gazette, 16 octobre)

LE PROJET DE loi contre le terrorisme présenté cette semaine à la Chambre des communes est beaucoup plus draconien que prévu. La mise en oeuvre de ces nouveaux pouvoirs devra faire l'objet d'une surveillance serrée pour rassurer les Canadiens et leur démontrer que la police et les services de renseignements n'abusent pas de ces nouveaux outils exceptionnels.

Nul ne contestera que le Canada doit disposer de mesures antiterroristes plus efficaces depuis les événements du 11 septembre dernier. Ainsi, la menace d'une contamination au charbon pose un danger réel, et pas seulement aux États-Unis. Et des audiences récentes (dont certaines se poursuivent) dans des cours de Los Angeles et Paris ont fait ressortir des liens étroits entre des individus au Canada (et notamment à Montréal) et des groupes terroristes is-

lamistes. Il faudra des services de renseignements plus efficaces pour assurer l'efficacité des nouvelles mesures. (...)

Une heureuse surprise tient au fait que le projet de loi prévoit la création d'une liste d'organisations terroristes clairement identifiées. Cette initiative fournit une ligne de conduite sans équivoque aux policiers et aux cours, et même aux politiciens. Notamment à Paul Martin, ministre des Finances : au mois de mai de l'année dernière, le ministre avait assisté à un dîner de collecte de fonds de la Fédération des Associations des Tamouls canadiens, sans se douter que ce groupe avait été identifié par le Département d'État américain et un bulletin interne du Service canadien du renseignement de sécurité comme étant une couverture du groupe terroriste des Tigres tamouls au Sri Lanka.

Le projet de loi ferait en sorte que le Centre de la sécurité des télécommunications, l'agence fédérale secrète d'espionnage des communications électroniques, puisse intercepter toute communication privée entre particuliers au Canada et à l'étranger et ce, sans mandat. Seule la permission du ministre de la Défense nationale

sera nécessaire. Les nouvelles mesures prévoient également « l'arrestation préventive » de personnes soupçonnées de visées terroristes, encore une fois sans mandat, lors de circonstances réputées urgentes. Le projet de loi précise aussi que les procureurs n'auront pas à dévoiler des preuves en audiences publiques susceptibles de mettre en péril la sécurité nationale ou des sources de renseignement. Dans leur ensemble, ces mesures signalent un tournant dans la justice au Canada, qui dépassent, et de loin, tout ce que l'on a pu voir lors de la crise d'octobre 1970. (...)

Le potentiel d'abus qui accompagne ces nouveaux pouvoirs est énorme. S'ils servent à contrecarrer l'activisme politique légitime et les manifestations, c'est la démocratie qui écoperait.

Et pourtant, le Parlement devrait adopter la nouvelle loi rapidement en ne perdant pas de vue que ces nouvelles mesures devront être réexaminées d'ici trois ans. L'application prudente de ces nouveaux pouvoirs devra faire en sorte qu'ils bénéficient du soutien public soutenu dont ils ont besoin.

À votre tour Crier sa rage!

ADAI AH CHAREST
L'auteur est un résidant de Québec.



dont les pratiques me paraissaient à tout le moins douteuses.

Pourquoi ? Eh bien ! permettez-moi de répondre au moins pour moi-même...

Il devient de plus en plus difficile dans notre société de parler aux « responsables » de nos petits malheurs. Le temps où le citoyen inquiet des décisions de sa ville se rendait voir M. le maire est révolu, et on doit maintenant espérer pouvoir profiter de la période de questions au conseil municipal, si on peut s'y rendre à la date et à l'heure convenues. À défaut de quoi on peut toujours faire parvenir une lettre enregistrée à son bureau, puisque sa secrétaire ne trouvera jamais le temps pour un rendez-vous dans son horaire surchargé. Et M. le maire a sûrement autre chose à faire que de s'occuper des problèmes de ses citoyens...

N'espérons pas comprendre pourquoi le technicien qui vient chez nous envoyé par la compagnie X n'a pas les outils nécessaires à l'exercice de sa fonction. X nous a fait attendre 45 minutes au téléphone en essayant de nous faire croire que « votre appel est important pour nous ». X nous a donné un rendez-vous mentionnant la journée mais sans pouvoir nous donner l'heure. Nous nous arrangeons pour être présent toute la journée (sur semaine, bien sûr) pour recevoir un technicien qui ne sait pas vraiment ce qu'il vient faire là, qui n'est pas outillé et qui vous dit qu'il ne pourra pas repasser avant le début de la semaine suivante.

Ou peut-être comprendrons-nous mieux la compagnie qui nous vend à prix d'usure un produit qu'elle ne peut malheureusement pas réparer à moins qu'il soit envoyé à nos frais se faire faire un *tune-up* à Coca-Bonga, Wala-Wala ou même Seattle ?

Je ne suis évidemment pas dupe. D'abord, X n'a pas toujours tort. Ensuite, certains « clients » (de produits, de services ou autres) sont et demeurent d'éternels insatisfaits. Mais il n'en demeure pas moins que nous vivons dans une société qui essaie de nous



« Le citoyen qui veut se faire entendre et mérite d'être écouté en vient à se dire que le seul moyen de le faire est de crier sa rage plus fort que les autres », nous dit M. Charest.

faire entrer dans un moule ne nous convenant pas tout à fait, à aucun d'entre nous. Et croulant sous les « petits » problèmes, ces sociétés, au moyen de leurs représentants, se sont en quelque sorte blindées et semblent avoir perdu toute forme de raisonnement et de jugement. En conséquence, le citoyen qui veut se faire entendre et mérite d'être écouté en vient à se dire que le seul moyen de le faire est de crier sa rage plus fort que les autres.

Si, comme je l'ai dit, j'ai déjà appuyé un peu fort sur les touches de mon clavier, je n'ai jamais, je l'espère, manqué de civisme au point d'insulter quelqu'un en particulier... Peut-être est-ce parce que ce n'est ja-

mais la faute de personne ? Mais quoi qu'il en soit, je n'ai jamais eu de réponse aussi efficace qu'à l'aide de cet outil qu'est le courrier électronique. Je prends généralement soin d'envoyer une copie conforme à une tierce partie comme l'OPC, ou à un journaliste... Ce qui s'avère d'une redoutable efficacité.

En terminant, je tiens à préciser deux choses. Premièrement, il y a une marge entre énoncer, même crûment, son insatisfaction et manquer de respect envers son interlocuteur (ou lecteur). Si je plaide pour la libre-expression et si je tiens à me faire entendre, je plaide aussi pour un minimum de savoir-vivre et de respect. Deuxièmement, derrière un

écran d'ordinateur, on se retrouve souvent seul avec sa conscience et peut-être est-il plus difficile de balayer du revers de sa souris un commentaire que notre conscience nous impose comme justifié.

Après tout, si vous croyez vraiment que l'invective n'est pas méritée, cliquez sur **supprimer** !

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Charest recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les Meilleures Photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

En panne d'inspiration?

FRANCE DUBÉ
L'auteure est enseignante en sixième année.

LE MINISTRE LEGAULT est revenu récemment sur sa décision de limiter le redoublement scolaire. Il admet qu'il puisse être permis de redoubler au milieu d'un cycle plutôt que seulement à la fin de ces deux années. Ce qui revient au même point qu'avant la réforme : appliquer le redoublement lorsqu'un élève « échoue » son année. Ne sait-il pas que le redoublement n'est profitable que l'année qui suit le redoublement (l'année qui est refaite une deuxième fois) et que l'effet bénéfique souhaité par cette mesure s'atténue au fil des ans ? Plusieurs études, provenant de différents pays, affirment que cette mesure est inefficace à long terme. Seraient-ce les pressions du milieu scolaire qui l'ont convaincu de modifier cet élément de la réforme ? En fait, selon une étude menée en 1997 auprès d'enseignants et intervenants scolaires d'une commission scolaire de la région de Montréal, ces derniers jugent le redoublement plutôt favorable pour l'élève mais ne le voudraient pas pour leur propre enfant ! Il doit y avoir une autre alternative que de faire recommencer toute une année !

En fait, le problème, c'est qu'il y a très peu de solutions de rechange : faire passer un élève avec



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse
Peut-être pourrions-nous offrir la possibilité aux élèves qui éprouvent plus de difficultés de faire une 7^e année, soumet France Dubé

appui pédagogique, avec aide d'un orthopédagogue, l'envoyer en classe « spéciale », les moyens sont à tout le moins limités. Qu'arrive-t-il à ces enfants en difficulté : qu'on les fasse redoubler ou non ? Ils récupèrent difficilement les retards accumulés et se retrouvent orientés vers les différents cheminements particuliers du secondaire. Ils pourront ainsi, s'ils en ont la motivation, terminer leur secondaire en 6 ou 7 ans.

Nous sommes en panne d'inspiration : que pourrions-nous faire d'autre avec ces enfants ? Actuel-

lement, nous accentuons la prévention chez les plus jeunes (première, deuxième année), ce qui entraîne dans plusieurs milieux une diminution des services chez les plus vieux (cinquième et sixième année). Offrir un support pédagogique aux parents qui sont souvent peu outillés pour faire face aux devoirs ? Offrir des cours privés à la maison, ce que certains parents ne peuvent « se payer » ? Les solutions sont pour l'instant limitées et les enseignants essouffés par les cas de plus en plus nombreux...

Soyons inventifs ! On pourrait permettre aux élèves d'un même cycle de « voyager » d'un enseignant à l'autre selon ses besoins et ses difficultés. Ce « décloisonnement » permettrait à certains élèves d'éviter de recommencer toute une année scolaire et en motiver d'autres à « enrichir » leurs apprentissages. Peut-être pourrions-nous offrir la possibilité de faire une 7^e année ; puisque l'année de maturation est possible en bas âge, pourquoi pas une année de « mise à niveau » avant de passer au secondaire ? Il n'en tient qu'aux intervenants scolaires de concevoir de nouvelles solutions selon les besoins de leur milieu respectif. En fait, chaque enfant qui éprouve des difficultés doit pouvoir obtenir l'aide appropriée afin de lui permettre de vivre des réussites. Soyons ouverts aux différences ainsi qu'aux interventions personnalisées. C'est là, je crois, la base d'une vraie réforme.

Quel culot!

Pour un gouvernement, rien de mieux qu'une population qui, au lieu de se prendre en main, achète pour 20\$ de rêve improbable

JEANE BESSEVET
L'auteure est montréalaise.

LORSQU'AU COURS d'un débat, on me reproche de vouloir améliorer une société déjà beaucoup plus viable que bien d'autres, je ne peux m'empêcher de rétorquer par une énumération un peu fastidieuse. Si notre société est si parfaite, alors pourquoi les Prozac, les suicides, TQS, *Écho-Vedettes*, Jean Chrétien, les vendeurs coin Saint-Denis et Maisonneuve, les médiatistes de Cloutier et d'Angelil, le *Guide de l'auto*, la Fureur, maman Dion, le poivre de Cayenne et les gaz lacrymogènes, les alcooliques, les junkies, pourquoi la loterie ?

Pour plusieurs, cette énumération ne signifie rien d'alarmant et c'est justement ce qui m'inquiète. Prendre conscience de sa pathologie, c'est déjà un bon pas. Or, la marche vers la conscience n'est pas commencée, commencera-t-elle un jour ou est-ce que l'aliénation est complétée et non réversible ? Question d'envergure sur laquelle je ne me pencherai pas aujourd'hui.

Je m'attarderai plutôt sur le cas de la loterie. Chimère corollaire du rêve américain d'avant crise. La loterie est une arme gouvernementale et je ne suis pas alarmiste, je ne fais pas partie des tenants des théories paranoïaques, mais la loterie (tout comme la télévision, l'assurance emploi et la SAQ) est à notre gouvernement ce que la vodka était au parti communiste de l'URSS. Garder sa population dans un état stagnant est très payant pour un gouvernement. Ne te prend pas en main car dans notre société tu n'a qu'à gratter, attendre, gratter encore un peu, attendre trois ou quatre vies et tu seras riche et puissante. Ne te lève pas pour aller chercher ce que tu veux, reste assis et gratte, ce que tu souhaites viendra jusqu'à toi.

Hier soir, je me trouvais à proximité de trois femmes dans la soixantaine. L'une d'elle grattait un bout de carton de Loto-Québec,

tandis que les deux autres maudissaient la malchance de ne pas leur avoir fait gagner les quelques millions tirés la veille. Ces trois dames étaient loin d'être riches, cela se voyait sur leur visage que la vie dure n'avait pas épargnée, cela s'entendait à leur parole. Ces trois femmes perdaient leur temps et leur soirée à souhaiter gagner le gros lot, le paradis, une vie comme au cinéma d'Hollywood.

Et si par bonheur...

Une question me vint à l'esprit en les regardant. Admettons que l'une d'elles gagne dix millions de dollars, qu'en fera-t-elle ? Ira-t-elle dans les grandes soirées mondaines, se fera-t-elle promener en limousine, deviendra-t-elle une « big shot » ? Bien sûr que non, elle ne connaît rien de ce monde, elle a grandi dans la pauvreté. D'une certaine façon, elle est formée, conditionnée à être pauvre, mais à espérer être riche. La richesse ne lui apporterait certainement pas le bonheur puisqu'elle ne serait sûrement pas quoi faire de tout cet argent. Elles ne grattent pas pour gagner, mais bien pour espérer, pour donner un sens à sa vie, c'est une quête, un but à atteindre. Le paradis est désormais remplacé par l'espoir de devenir riche. Or, elles feraient mieux de prier pour un paradis, au moins elle n'aurait rien à perdre.

Pour un gouvernement, rien de mieux qu'une population qui, au lieu de se prendre en main et de persévérer vers ce qu'elle souhaite, se rend au dépanneur et achète pour vingt dollars de rêve improbable. Aucun danger pour ceux en poste. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est percevoir une fois de temps en temps, lancer une campagne de sensibilisation question de se déculpabiliser. Vous avez sûrement vu et entendu les pubs de Loto-Québec qui disent que si le jeu est un problème pour moi, je peux appeler et Loto-Québec m'aidera. Quel culot ! C'est comme si un vendeur de cocaïne offrait des services de désintoxication, comme si les réunions des Alcooliques anonymes se faisaient dans une succursale de la SAQ. J'offre donc aux concepteurs de publicité de Loto-Québec, un nouveau slogan : Quand on veut, on peut... gratter, s'asseoir et attendre.



L'infantilisation politique du citoyen

LOUIS TURCOTTE
L'auteur habite à Québec.

IL EST COURANT, dans le cadre de la vie familiale, de voir les parents dissimuler à leurs enfants des réalités troublantes ou trop complexes. Le choix de cette démarche peut être motivé par la volonté d'éviter aux « tout-petits » les affres de la peur et de l'angoisse que génère naturellement la connaissance de faits douloureux.

Ce parti pris du secret peut également tirer son origine du présupposé selon lequel les esprits juvéniles sont incapables de comprendre les tenants et les aboutissants de certaines situations. Leur dire la vérité s'avère inutile, voire dangereux, puisqu'ils peuvent être tentés de réagir à ces révélations en faisant des gestes inconsidérés, prenant appui sur un outillage intellectuel plus que déficient. En conséquence, il est approprié de tenir les jeunes pousses à l'écart des décisions importantes ou encore des problèmes qui ris-

quent de les effrayer.

Or, il appert que depuis un certain temps, cette philosophie gagne de plus en plus de partisans au sein de nos institutions politiques, particulièrement chez ceux qui occupent des postes clés.

Le projet de centrale électrique au gaz naturel décrété par Bernard Landry illustre bien notre propos. En effet, pourquoi n'avons-nous pas entendu parler de ce projet avant que n'en soient fixées les conditions de réalisation ? Pourquoi n'a-t-il pas fait l'objet de débat à l'Assemblée nationale alors qu'il contrevient à la politique énergétique officielle du gouvernement et qu'il bafoue les accords de Kyoto ? Pourquoi ce silence autour du niveau d'eau de nos barrages ? Devons-nous conclure que nos élus cherchent à nous mettre à l'écart de certaines décisions, croyant savoir ce qu'il y a de mieux pour nous ? De plus en plus, la vie politique au Québec se déroule au mépris le plus total du droit de savoir et de l'intelligence des électeurs.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Michel Carrières

À la Commission scolaire de Montréal, pour beaucoup de ses collègues, Michel Carrières porte un titre bien mérité. Il est « Monsieur sport étudiant ».

JEAN-PAUL SOULIÉ

Michel Carrières est un homme occupé, mais il a l'habitude, il l'a toujours été. Président de l'Association régionale du sport étudiant de Montréal et de l'île de Montréal pendant vingt ans, président depuis dix ans du Regroupement Loisir Québec, huit ans président de la Fédération québécoise du sport étudiant, dernier président de la Fédération du sport scolaire du Québec qu'il a travaillé à fusionner avec les niveaux collégial et universitaire, il est engagé dans l'organisation du championnat annuel scolaire régional de l'île Sainte-Hélène, qui a été couru le 11 octobre dernier et lors duquel 14 174 jeunes ont pris le départ. La liste des organismes auxquels il a participé activement, donné de son temps et de son énergie et assuré la bonne marche serait trop longue à établir. Au total il y en a deux douzaines et ce chiffre ne semble pas inclure son travail de coordonnateur du Bureau des transactions immobilières de la Commission scolaire de Montréal, ni son poste de conseiller municipal de sa ville de Saint-Basile-le-Grand où il est responsable du dossier des finances et où il est actuellement en campagne électorale.

La semaine dernière, le ministre Richard Legendre a remis à Michel Carrières le prix du bénévolat Dollard-Morin dans la catégorie du prix du Secrétariat au loisir et au sport. Sur près d'un million de bénévoles oeuvrant au Québec, seulement une trentaine reçoivent un prix Dollard-Morin, distinction qui porte le nom d'un journaliste de *La Presse* qui a voué une grande partie de sa carrière à l'action bénévole. *La Presse* souligne la reconnaissance des multiples implications bénévoles de M. Michel Carrières et le nomme la *Personnalité de la semaine*.

La toute première des activités bénévoles auxquelles Michel Carrières ait participé remonte à

ses vacances d'écolier au chalet de ses parents à Magog. Fils unique d'un comptable agréé, le jeune Michel s'était vu octroyer le titre de Directeur des loisirs de la petite ville. Et le président du service, lui aussi bénévole, était le pharmacien Jean Coutu. Un bien beau souvenir.

Michel, qui est né en 1945, va au collège Sainte-Marie, et travaille chez le marchand de disques Bouthillette de la rue Saint-Hubert. Il débute dans l'enseignement en 1968 avec une classe d'anglais et des élèves de secondaire VI. En 1975, il devient conseiller pédagogique, mais parallèlement à ces deux fonctions, il enseigne puis dirige des cours aux adultes. Il orientera ensuite sa carrière vers l'administration. En même temps il s'occupe de sports scolaires, une passion d'organisateur, et il pratique : il joue à la balle-molle et fait de la natation, et jusqu'à l'âge de 50 ans, il a gardé les buts dans une équipe de la Ligue des professeurs de Montréal. «Maintenant je suis surtout un maniaque du golf. Avec ma compagne, nous y consacrons tous nos loisirs.»

Les meilleurs souvenirs de Michel Carrières, ce sont sans doute ses semaines de 70 heures de travail. «Le mercredi, j'avais 43 heures de faites. Et quand j'embarque dans quelque chose, c'est pour de bon. C'est mon côté gardien de but : il faut être là, toute l'équipe compte sur toi. Je ne manque jamais une réunion.» Il se considère comme «un peu ambitieux», mais, dit-il, «si on veut réussir à faire quelque chose, il faut avoir le pouvoir. Mes nombreuses occupations ? Ça s'explique : plus on fait de choses, plus on est sollicité pour en faire. Et moi je ne sais pas dire non.»

«Je me souviens qu'il y a quelques années j'ai mené une grande bataille et j'ai fini par avoir gain de cause. Il s'agissait de conserver les subventions au sport en milieu scolaire. Un comité gouvernemental voulait changer ça et donner l'argent aux fédérations.



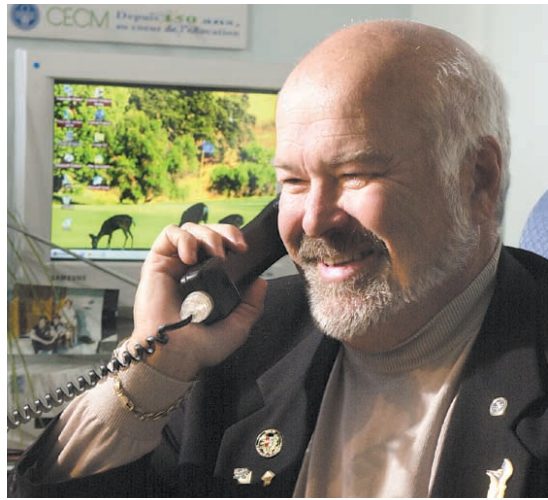
«J'ai défendu âprement le dossier du sport étudiant auprès des gouvernements, et j'entends bien continuer.»

Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse©

Mais dans le monde de l'enseignement, le sport est un moyen d'éducation, alors que pour les fédérations c'est une fin en soi, un moyen d'aller chercher des médailles. Normalement, il doit y avoir mariage entre les deux, c'est complémentaire.»

Michel Carrières a gagné sa bataille. «J'ai défendu âprement le dossier du sport étudiant auprès des gouvernements, et j'entends bien continuer.» Sur son bureau au service des immeubles de la CSDM, plusieurs photos témoignent des grands moments de sa carrière. Lors du championnat scolaire de cross-

country de 1994, le jeune judoka Nicolas Gill, président de l'événement, lui présente sa médaille olympique. Sur une autre photo de 1997, il pose avec Serge Savard et d'autres membres du conseil d'administration du comité organisateur des Jeux d'été à Montréal. Ailleurs, il est aux côtés de la lieutenant-gouverneure du Québec, madame Lise Thibault, pour une remise de médailles. À la Commission scolaire de Montréal, pour beaucoup de ses collègues, Michel Carrières porte un titre bien mérité. Il est «Monsieur sport étudiant».



Retrouvez
La personnalité de la semaine
La Presse/
Radio-Canada
demain matin

René Homier-Roy
C'est bien meilleur le matin
du lundi au vendredi de 5h à 9h

radio **Première** CHAÎNE
95.1 FM Montréal

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre et Gaston Lepage
du lundi au vendredi de 9h à 10h

Radio-Canada Télévision